

Informationsblatt

N°99 –2010

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem



Inhaltsverzeichnis

3	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi 14 décembre 2009
11	Gemeinderatssitzung Sanem vom 14. Dezember 2009 Budget 2010 - Große Investitionen für das kommende Jahr geplant
23	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du lundi 18 décembre 2009
36	Gemeinderatssitzung Sanem vom 18. Dezember 2009 Budget 2010 - mit Stimmen der Mehrheit verabschiedet

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 67
e-mail mail.commune@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: F ' C R E A T I O N S

Textes et photos: Secrétariat communal



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du lundi, 14 décembre 2009

date de l'annonce publique:
date de la convocation des conseillers:
début:
fin:

8 décembre 2009
8 décembre 2009
17h00
20h00

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Diels Johny, M. Goelhausen Marco, M. Hertel René, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, M. Schroeder Nico, Mme Speck-Braun Patricia, M. Wietor Gaston
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):
Néant

Premier votant:
M. Schroeder Nico



Ordre du jour

SEANCE PUBLIQUE

Le collège des bourgmestre et échevins propose de retirer le point 31 de l'ordre du jour et de le remplacer par les points 31.a. et 31.b.

31.a. Démission de la dame RICQUIER CARLIER Lindsey, éducatrice diplômée, avec une tâche de 100 % au service Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié (anc. employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 avec effet au 1^{er} janvier 2010.

- 31.b. Nomination de la dame DA LUZ Maïté, éducatrice diplômée, à durée indéterminée avec une tâche de 40 hrs./semaine, sous le statut de salarié (anc. employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5, pour les besoins de la Maison Relais Sanem.

Vote unanime

1. Correspondance et Informations.

PROJETS

2. Construction d'un complexe scolaire à Belval-Sud (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 34.176.078,20 (indice: 677,02; article budgétaire: 4/0420/2123/031)

Vote unanime

3. Remplacement de la chaudière dans le hall polyvalent à Sanem (projet définitif détaillé). Devis estimatif: 24.000,- (article budgétaire: 4/0812/2123/020)

Vote unanime

4. Aménagement de deux panneaux d'avertissement dans les localités de Soleuvre et de Belvaux. Devis estimatif: 13.000,- (article budgétaire: 4/1212/2133/080)

Vote unanime

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

5. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les conjoints BERNARD-BOSS concernant la cession gratuite d'une parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune de Sanem, section B de SOLEUVRE, sous le numéro 1260/7181, lieu-dit «rue d'Esch», place, sise à Soleuvre d'une contenance totale d'environ 15 centiares.

Vote unanime

6. Approbation d'un acte de vente avec la société «PROREALIM s.à r.l.» concernant la vente de deux parcelles de terrain inscrites au cadastre de la Commune de Sanem, section C de Belvaux sous les numéros cadastraux 771/7709, sise au lieu-dit «route d'Esch», place et 771/7710, sise au lieu-dit «rue de Champs», place voirie à Belvaux avec une contenance totale d'environ 6 ares 54 centiares, le tout moyennant un prix de 239.950,- euros en faveur de la société «PROREALIM s.à r.l.».

Vote unanime

7. Approbation d'une acquisition par adjudication immobilière du 26 novembre 2009 concernant un pré sis à Soleuvre, section B de Soleuvre, numéro 1222/2024, lieu-dit «Zaedenaechtchen» avec une contenance totale de 56 ares 40 centiares pour le prix principal de 26.000,- euros.

Vote unanime

8. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec la société à responsabilité limitée «SOPROLUX S.à r.l. et Cie s.e.c.s.» concernant la cession gratuite d'une parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune de Sanem, section B de SOLEUVRE, sous le numéro 346/7812, lieu-dit «rue Emile Mayrisch», place voirie, sise à Soleuvre d'une contenance totale d'environ 20 centiares.

Vote unanime

9. Approbation d'un acte d'échange avec le sieur Irthum Emile et la dame Rossi Graziella de Soleuvre concernant des parcelles de terrain sises à Soleuvre («rue d'Ehlerange», «hinter der Houscht»).

Vote unanime

10. Approbation d'un compromis de vente avec les consorts RASSEL- LINK concernant l'annulation d'un contrat d'un droit de superficie du 1ier février 1990 (numéro 11057) pour un terrain appartenant à la commune de Sanem, sis à Soleuvre, section B du cadastre au lieu-dit «Im Kaep», numéro 1576/6955, d'une contenance de 31,39 ares et la vente d'un hall industriel, le tout moyennant un prix de 38.500.- euros en faveur des consorts RASSEL-LINK.

Vote unanime

11. Approbation d'un acte de vente avec les consorts THURMES concernant la vente d'une parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune de Sanem, section C de Belvaux sous le numéro cadastral 1422/3919, sise au lieu-dit «route d'Esch», pré à Belvaux avec une contenance totale d'environ 9 ares 80 centiares, le tout moyennant un prix de 30.000.- euros en faveur des consorts THURMES.

Vote unanime

FINANCES

12. Approbation d'une convention réglant les relations entre Objectif Plein Emploi asbl et la Commune de Sanem.

Vote unanime

13. Approbation du Plan d'Action Local (PAL) 2010 établi en conformité avec l'article 2 de la convention réglant les relations entre Objectif Plein Emploi asbl et la Commune de Sanem.

CIGL Sanem asbl - Global	231.339,88 €
CIGS Okkasiounsbutikk.lu	11.733,23 €
CIGL Sanem asbl - Archives	23.398,22 €

Vote unanime

14. Présentation du budget rectifié de l'année 2009.

15. Présentation du budget de l'année 2010.

PERSONNEL-ENSEIGNEMENT

16. Création de 3 postes temporaires d'accompagnateurs scolaires, sous le statut de l'employé privé avec une tâche hebdomadaire de 10/24, pour la période du 1^{er} novembre 2009 au 30 juin 2010 et d'un poste temporaire d'accompagnateur scolaire, sous le statut de l'employé privé avec une tâche hebdomadaire de 7/24, pour la période du 1^{er} novembre 2009 au 30 juin 2010.

Vote unanime

PERSONNEL-MAISON RELAIS POUR ENFANTS

17. Création d'un poste d'éducateur diplômé (m/f) à mi-temps et à durée indéterminée, sous le statut de salarié tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5.

Vote unanime

18. Création d'un poste d'aide-éducateur (m/f) avec une tâche de 16 hrs./sem. et à durée indéterminée, sous le statut de salarié (anciennement employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation).

Vote unanime

19. Augmentation d'une tâche d'aide-éducatrice existante de 20 heures/semaine, à la Maison Relais Sanem en une tâche de 30 heures/ semaine.

Vote unanime

20. Création d'un poste de cuisinier CATP (m/f) avec une tâche de 30 hrs./sem sous le statut de salarié, tombant sous le champ d'application de la convention collective de travail pour les ouvriers du secteur d'aide et de soins et du secteur social, carrière de l'artisan avec CATP OU1.

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

21. Renouvellement d'un cinquième de l'office social.

Proposition du bureau de l'Office Social:
Proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins:

Edmond HERBER
Edmond HERBER

Vote unanime

DIVERS

22. Approbation de la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale.

Vote unanime

23. Modification du règlement de circulation de la commune de Sanem.

Le Conseil Communal,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir le libre écoulement de la circulation routière;

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu que les infractions aux dispositions du présent règlement seront punies conformément à l'article 7 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de Police grand-ducale et d'une Inspection générale de la Police;

Vu le règlement de circulation communal du 23 juillet 2004;

décide de modifier le règlement précité du 23 juillet 2004 comme suit et prie l'autorité supérieure de bien vouloir donner son approbation:

1. Un nouvel article: Article 4/2/6 à l'intitulé «Stationnement interdit, excepté taxi», est à insérer avec les libellés suivants au chapitre I, dispositions générales:

«Sur les voies et places publiques énumérées au chapitre I et se référant à l'article 4/2/6, le stationnement sur les emplacements désignés est interdit, à l'exception du stationnement des taxis.

Cette réglementation est indiquée par le signal C,18 "stationnement interdit" complété par un panneau additionnel portant l'inscription "excepté taxis" et l'inscription du nombre d'emplacements visés.»

2. Les dispositions concernant la rue du Château (CV) à Sanem sont ajoutées comme suit:

Article:	Libellé:	Situation:
5/1	Zone à 30km/h	Vis-à-vis des maisons N°99-103

3. Les dispositions concernant le Chemin Rouge (prolongé) à Soleuvre / Belvaux (CV) sont ajoutées comme suit:

Article:	Libellé:	Situation:
4/2/3	Stationnement interdit, excepté personnes handicapées	- 3 places, sur le parking devant la place de jeux - 3 places, sur le parking vis-à-vis du boulodrome
4/5/1	Place de parcage, véhicule automoteur ≤ 3,5t	- Parking devant la place de jeux - Parking vis-à-vis du boulodrome
5/1	Zone à 30km/h	

4. Les dispositions concernant la rue Jean Anen (CV) à Soleuvre sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
2/7	Chemin obligatoire pour cyclistes et piétons	Côté impair: entre la rue de la Gare et la rue du Chemin de Fer
4/2/6	Stationnement interdit, excepté taxi	2 emplacements devant le parking de la gare de Belvaux-Soleuvre

5. Les dispositions concernant la rue de Differdange à Soleuvre (CR174) sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
2/5	Piste cyclable obligatoire	Côté impair: entre la maison n° 157 et la rue du Parc
4/2/1	Stationnement interdit	Côté impair: de la maison n° 147 - n° 157

6. Les dispositions concernant la rue d'Ehlerange à Soleuvre (CV) sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
1/6	Vitesse maximale autorisée	30km/h entre la piste cyclable qui vient de la localité d'Ehlerange et l'entrée en zone 30km/h, dans les deux sens

7. Les dispositions concernant la rue Prince Jean à Soleuvre (CR178) sont modifiées comme suit:

La disposition suivante est ajoutée:

Article:	Libellé:	Situation:
3/1	Cédez le passage	A l'intersection avec la rue de Differdange

La disposition suivante est supprimée:

Article:	Libellé:	Situation:
3/2	Arrêt	A l'intersection avec la rue de Differdange

Vote unanime

23.a. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège échevinal.

Pas de règlement à approuver.

24. Questions et divers.

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL - ENSEIGNEMENT

25. Nomination de la dame BACK-MERJAI Simone en tant qu'accompagnateur scolaire m/f sous le statut de l'employé privé avec une tâche hebdomadaire de 10/24 pour la période du 01.11.2009 au 30.06.2010.

Est nommé(e):
BACK-MERJAI Simone

26. Nomination de la dame WAGNER-WINKEL Viviane en tant qu'accompagnateur scolaire m/f sous le statut de l'employé privé avec une tâche hebdomadaire de 10/24 pour la période du 01.11.2009 au 30.06.2010.

Est nommé(e):
WAGNER-WINKEL Viviane

27. Nomination de Monsieur MILITELLO Diego en tant qu'accompagnateur scolaire m/f sous le statut de l'employé privé avec une tâche hebdomadaire de 10/24 pour la période du 01.11.2009 au 30.06.2010.

Est nommé(e):
MILITELLO Diego

PERSONNEL-MAISON RELAIS POUR ENFANTS

28. Nomination de la dame BADIA épouse BETTINI Danielle, aide éducatrice, à durée indéterminée avec une tâche de 16 hrs./semaine, sous le statut de salarié (anc. employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation), pour les besoins de la Maison Relais Sanem.

Est nommé(e):
Badia épouse Bettini Danielle

29. Augmentation de la tâche de la dame GONCALVES-épouse REIS Chantal, éducatrice diplômée, à la Maison Relais Sanem sous le statut de salarié (anc. employé privé) bénéficiant du CCT-SAS, de 30 à 40 heures par semaine, à partir du 1^{er} janvier 2010.

Augmentation de tâche accordée.

30. Conversion du contrat de travail du sieur BERTHLÉ David, éducateur diplômé, à durée déterminée pour la période du 1^{er} septembre 2009 au 31 août 2010 en un contrat à durée indéterminé.

Conversion du contrat de travail accordée.

31. Nomination de la dame DA LUZ Maïté, éducatrice diplômée, à durée indéterminée avec une tâche de 20 hrs./semaine, sous le statut de salarié (anc. employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5, pour les besoins de la Maison Relais Sanem.

Proposition de retirer le point 31 de l'ordre du jour et de le remplacer par les points 31.a. et 31.b.

Vote unanime

- 31.a. Démission de la dame RICQUIER CARLIER Lindsey, éducatrice diplômée, avec une tâche de 100 % au service Maison Relais Sanem, sous le statut de salarié (anc. employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 avec effet au

Démission accordée.

- 31.b. Nomination de la dame DA LUZ Maïté, éducatrice diplômée, à durée indéterminée avec une tâche de 40 hrs./semaine, sous le statut de salarié (anc. employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5, pour les besoins de la Maison Relais Sanem.

Est nommé(e):
DA LUZ Maïté

32. Nomination de la dame CASALI Brigitte, aide éducatrice avec une tâche de 30 hrs./semaine, sous le statut de salarié (anc. employé privé) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière de l'éducateur PE5 (en formation), pour les besoins de la Maison Relais Sanem.

Est nommé(e):
CASALI Brigitte

33. Augmentation temporaire (1.11.2009-30.06.2010) de la tâche de 16 heures/semaine à 24 heures/semaine de la dame KOLLMESCH épouse BÄCKER Chantal, aide éducatrice à la Maison Relais de Sanem sous le statut de salarié (anc. employé privé) bénéficiant du CCT-SAS.

Augmentation de tâche accordée.

- 33.a. Augmentation de la tâche de la dame PECOUL Isabelle aide-cuisinière à la Maison Relais Sanem, sous le statut du salarié (anciennement ouvrier) tombant sous le champ d'application de la CCT SAS, carrière ou 2, de 30 à 40 heures par semaine à partir du 1^{er} janvier 2010

Augmentation de tâche accordée.

PERSONNEL - CIPA

34. Démission de la dame MODOLIN Carole, aide-soignante au CIPA de Soleuvre, avec une tâche de 75 % sous contrat de travail à durée indéterminée et sous le statut de l'employé privé bénéficiant du CCT SAS, carrière PS5.

Démission accordée.

Gemeinderatssitzung Sanem vom 14. Dezember 2009

Budget 2010

Große Investitionen für das kommende Jahr geplant

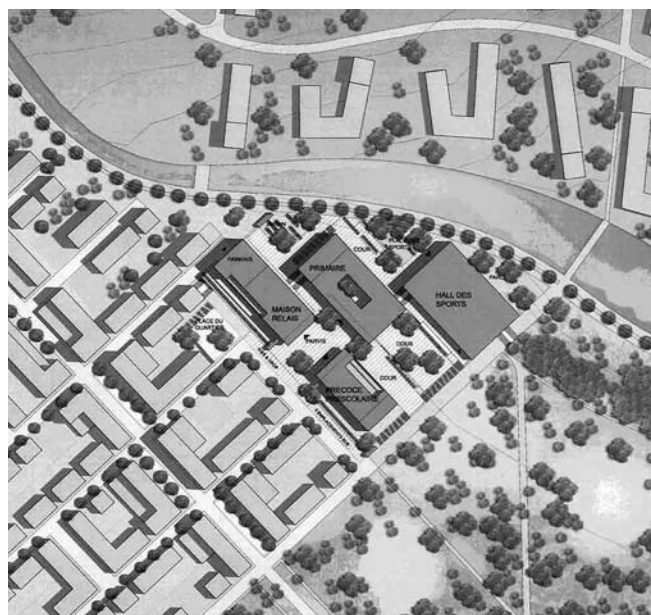
In der Gemeinderatssitzung vom 14. Dezember 2009 hatten die Ratsmitglieder insgesamt 34 Punkte vor sich liegen. Die wohl wichtigsten Punkte auf der Tagesordnung waren zum einen der Bau des neuen Schulkomplexes auf Belval-Sud und zum anderen, wie jedes Jahr um diese Zeit, die Vorstellung des Budgets 2010 vom Schöffenrat.

BELES

Bevor Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die heutige Sitzung eröffnete, bat er im Namen des Schöffenrates der Tagesordnung zwei weitere Punkte hinzuzufügen und einen Punkt in diesem Zusammenhang zu streichen. Beim ersten Punkt der öffentlichen Sitzung informierte der Vorsitzende des Gemeinderates Georges Engel die Ratsmitglieder über eine Petition der Anwohner der Grand-Rue und der rue de l'Eglise in Sanem. Diese beschwerten sich über den regen Verkehr der hier vorherrsche, da viele Autofahrer diese Straßen als Abkürzung benutzen um die Verkehrsampel in Richtung Niederkorn zu umgehen. Außerdem würden viele „Durchfahrer“ die Tempo 30-Grenze öfters überschreiten. „Wir haben diese Beschwerde an den Polizeikommissar weitergeleitet und daraufhin wurden mehrere Kontrollen am besagten Ort durchgeführt. Die Polizei konnte jedoch kein Übermaß an Geschwindigkeitsüberschreitungen feststellen. Trotzdem haben wir die Polizei gebeten, nochmals zur Hauptverkehrszeit die Straßen zu prüfen. Zudem wurde dieses Problem auch in der Verkehrskommission besprochen.“, so der Bürgermeister.

BAU DES SCHULKOMPLEXES AUF BELVAL SUD GENEHMIGT

Die Konstruktion des neuen Schulkomplexes ist eines der teuersten Projekte in der Geschichte der Gemeinde Sanem, mit über 34 Mio. Euro schlägt dieser Bau zu Buche. Der Schulkomplex ist ein wichtiges, wegweisendes Projekt und eine Investition in die Zukunft, so begann der Bürgermeister seine Erläuterungen. Mit dem Beginn der Bauarbeiten der neuen Grundschule und den weiteren Infrastrukturen (Großküche, Kinderbetreuungsstätte, Turnhalle und Vorschule) kann man, wenn alles nach Plan abläuft, mit Anfang 2011 rechnen. Die Fertigstellung der Gebäude wird stufenweise vorangehen, denn der Komplex soll mit der Evolution auf Belval mitwachsen, d.h. das Tempo der Arbeiten wird der ansteigenden Zahl der Kinder und Einwohner des neu entstehenden Viertels angepasst.



Im neuen Wohnviertel auf Belval entsteht
ein moderner Schulkomplex

Der Bürgermeister betonte weiterhin die gute Zusammenarbeit zwischen allen Akteuren, zwischen den Gemeindediensten, dem Schulpersonal, dem Architekten Michel Petit und seinen Mitarbeitern, dem Projekt Manager Paul Wurth S.A., den Bauingenieuren von T&R Engineering und Felgen et Associés.

„Die meisten Wünsche und Vorstellungen aller Beteiligten wurden bei diesem Projekt realisiert.“, so Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Die vorgesehene Kostengrenze wurde nur um 2% überschritten, da erstens der (Bau-)Index seit der Ausschreibung erhöht wurde und zweitens unvorhersehbare Kosten auftraten. Zu diesen gehören unter anderem die Abtragung des Bodens, eine bessere Anzeigetafel in der Sporthalle und ein höherer Preis für die Küche. Es gibt aber einige Einsparungen, zum Beispiel bei der Doppelverglasung für die Fenster und die Kinderbetreuungsstätte wird auch billiger als geplant.

Auch der Vertreter des Projekt Manager Paul Wurth S.A. verdeutlichte nochmals, dass die Einsparungen selbstverständlich ohne Einbußen der Qualität vorgenommen wurden. Anhand einer Powerpoint-Präsentation stellte er zusammen mit dem zuständigen Architekten Michel Petit die einzelnen Gebäude des Schulkomplexes vor.

Das Herzstück des Projektes wird die Grundschule werden. Lichtdurchlässigkeit und Offenheit wurde bei der Planung des ganzen Komplexes berücksichtigt. Dies spiegelt sich in der Schule anhand der großen Eingangshalle, der hohen Klassensäle und Fenster, und dem offenen Schulhof hin zu Park, zum Parkplatz und zum Wohnviertel hin, wieder. Zwischen jedem Schulsaal befinden sich kleinere Räume, die für Nachhilfestunden oder Einzelgespräche genutzt werden können. Natürlich wird in der neuen Schule auch eine Bibliothek/Mediathek eingerichtet.

Im Gebäude der Vorschule wird die Früherziehung und den Kindergarten unterkommen. Auch hier wird man in einer großen, hellen Eingangshalle empfangen. Die Abtrennung zum Park wird durch die Anpflanzung von Hecken gewährleistet.

Die Kindertagesstätte (Maison Relais) wird neben den geeigneten Räumlichkeiten außerdem auch Büroflächen für die administrative Arbeit beinhalten. Im ersten Stock werden einige Räume freibleiben, auf die man entweder bei einem eventuellen Ausbau der Betreuungsstätte oder für den Bedarf der Gemeindedienste zurückgreifen kann.

Unterhalb der Schule und der Maison Relais befinden sich neben einer Tiefgarage eine Küche, in der man bis zu 500 Mahlzeiten zubereiten kann, und ein Speisesaal, den man in Einheiten aufteilen kann.

Die Turnhalle wird natürlich ebenfalls alle modernen Erwartungen erfüllen. Dieser wird in den Dimensionen von 27x15 Meter in 3 Einheiten aufteilbar sein und mit einem Ausschankbereich ausgestattet.

Der ganze Schulkomplex wird nicht nur den modernen schulischen und erzieherischen Standards gerecht werden, sondern auch den umweltfreundlichen Anforderungen. Alle Gebäude werden deshalb in einer niedrigen Energieverbrauchsklasse gebaut und die nötigen technischen Anlagen befinden sich nicht zentral an einem Standort, sondern jeweils in den einzelnen Konstruktionen, die also nur eingeschaltet werden, wenn es erforderlich ist.

Auf die Frage von Nico Schroeder (ADR) hin, wer für das Abtragen und Entsorgen des ehemals verunreinigten Bodens verantwortlich sei, entgegnete Bürgermeister



So könnte die neue Schule aussehen

Georges Engel (LSAP), dass die Schule selbstverständlich auf frischer Erde erbaut wird, sonst hätte man wohl auch keine Genehmigung für ein solches Projekt erhalten. Die Belval-Erschliessungsgesellschaft AGORA ist für die Reinigung des Bodens zuständig, daher sind auch schon Verhandlungen im Gange um die Kostenfrage zu klären. Wolfgang Dunker von Paul Wurth fügte noch hinzu, dass die Aufschüttung, das Abfahren und das Auffüllen der Erde von einem anerkannten Unternehmen vorgenommen werden und die Arbeiten natürlich vom Umweltministerium überwacht werden.

DP-Gemeinderätin Patricia Speck-Braun erkundigte sich noch über den Anteil an Subventionen von Seiten des Staates für diesen Bau. Der Bürgermeister gab hierzu die Erklärungen: „Im Prinzip würde sich der Staat mit 75 % beteiligen, dies wurde im Rahmen der Verhandlungen der Untersuchungshaftanstalt beschlossen. Aber es gibt eine Höchstgrenze, d.h. 75 % bei einem Kostenpunkt von 26 Mio. Also erhalten wir ungefähr 20 Mio. vom Staat.“

Damit wurde der Bau des Schulkomplexes auf Belval-Sud ohne Gegenstimme angenommen.

NEUE HEIZUNGSANLAGE IN DER MEHRZWECKHALLE IN SANEM

Einig war man sich im Gemeinderat auch über den Austausch der Heizanlage in der Mehrzweckhalle in Sanem. Für 24.000 Euro wird hier eine neue Installation vorgenommen, da die defekte Heizung altersbedingt nicht mehr zur reparieren ist.



Eine neue Heizung für die Halle in Sanem

Dann stimmten die Gemeinderäte der Aufstellung von 2 neuen Warnschildern zu. Diese zwei Maßnahmen, die zur Erhöhung der Verkehrssicherheit beitragen, werden zum einen in der rue Grande-Duchesse Charlotte in Beles, zum anderen im Tippewee in Zolwer errichtet und werden die Autofahrer auf die Geschwindigkeitsbegrenzung (Tempo 30) und andere Gefahren aufmerksam machen.



Ein neues Warnschild wird im Tippewee in Zolwer aufgestellt.

Neben einigen Immobilientransaktionen, von denen bereits vier in vergangenen Sitzungen behandelt wurden, wurde die Ersteigerung eines Grundstücks von 56,40 Ar in Zolwer für 26.000 Euro und die Annullierung eines „droit de superficie“-Vertrags bewilligt.

Anschließend genehmigten die Gemeinderäte eine Konvention mit der „Objectif Plein Emploi asbl“ und in diesem Zusammenhang den „Plan d'Action Local 2010“ (= Budget des OPL).

PRÄSENTATION DES BUDGETS 2010 VOM SCHÖFFENRAT

Traditionsgemäß wurde die Vorstellung des berichtigten Haushalts 2009 und des Haushalts 2010 zusammen behandelt. Hierzu hielten Bürgermeister Georges Engel (LSAP) und Schöffe Robert Rings (Déi Gréng) die jeweiligen Reden.

REDE ZUM BUDGET GEORGES ENGEL:

Wou sti mer, wouhi gi mer?

D'Joer 2009 war keen einfacht Joer. Déi international schwierig Evolutioun huet seng Auswierkungen och hei zu Letzebuerg gehat a leider och de Wee bis an d'Gemeinde fonnt.

Den Dilemma op de Wirtschaftsmäert huet eis all gewisen, ob wéi enge volatilen Basen eise gesamte Wuessstum opgebaut huet. Eist Land, wat jo e groussen Deel vu sengen Einnahmen aus dem Bankesektor bezitt, huet sech missen eeschthaf Gedanken machen, wéi se an de nächste Joeren weider wëll wuessen. Esou eng Situatioun ass fir mech keng Chance, well et keng Chance ass, wa Leit hir Aarbechtsplaz verléieren. Eng schwierig Situatioun muss awer d'Geleeënheet sinn, sech a Fro ze stellen an do un den Hiewelen ze zéien an ze dréinen, wou dat méiglech ass.

D'Opstellen vum Budget 2010 huet natierlech ënnert deem blatzege Stär gestan an, obschon mer scho vun Ufank vum Joer un wossten, dass eis Recetten gingen erof goen, hu mer missten bis den 9. November warden, bis d'Circulaire vum Minster komm ass, fir de Budget 2010 opzestellen an ze wëssen, wat mer als Einnahmen kéinten ansetzen.

An d'Nouvelles vum Minister waren net immens: An de lëschte Joeren war et ëmmer esou, dass d'Einnahmen vum Impôt commercial éischter ënnerschat goufen an d'Gemengen doduerch méi Sue kruten, wéi se dat ageplangt haten. Des Kéier ass et anescht:

Am Budget rectificié 2009 stinn fir Dotations 883.000 € manner, also 5,1 % wéi am Budget 2009 a fir den

Impôt commercial 375.000 € manner, zesummen also 1.258.000 €.

Am Budget 2010 stinn plus ou moins gläichbleiwend Recetten beim Fonds des dotations communales par rapport zum Budget initial 2009, awer e Réckgang par rapport zum Rectifié 2009 vun 875.000 € an, an dat ass schlimmer, e **Réckgang vun 2 Milliounen € beim impôt commercial par rapport zum Budget 2009** an ëmmerhin nach en Réckgang vun 1,6 Milliounen par rapport zum Rectifié 2009. Et ass dat e Réckgang vun 13,51 % par rapport zu de Recetten vun 2008 fir den impôt commercial.

Dat mecht fir eis also en **Iwwerschoss vun 3.672.521 € am ordinären Budget**. An dësem Iwwerschoss gett ëmmer méi kleng. Mäer müssen also nach méi oppassen wéi mer an de nächste Joeren eis Suen investéieren a mäer wäerten mat Sécherheet nach méi Akzent op d'Prioritéiten leeën müssen, an dest an deser Reienfolg: L'indispensable, le nécessaire, l'utile.

Mäer hunn eis dofir scho säit Joeren Gedanken gemach, wéi dass een d'Organisatioun nach méi efficace ka machen, wéi dass mer eis Leit méi effektiv kennen asetzen, wou mer kennen Recetten kréien a wou mer kennen eis Ausgaben erofsetzen.

An deem Budget 2010 hu mer eis och net gescheit, un eisen ordinären Ausgaben anzespueren.

Do bleift net vill Spillraum: Däer hut gesinn dass de gréissten Deel vun eisen Ausgaben Ausgaben fir eist Personal sinn.

Eis **Personalkäschten** machen fir 2010 **61,5 % vun eisem Budget ordinaire aus**. Dat sinn 22,839 Milliounen €.

Ech soen iech awer direkt, dass desen Deel aussergewöhnlech héich ass well mer e **gemengeneegenen CIPA** hunn. Fir sech mat anere Gemengen ze vergläichen, muss een des Personalkäschten erausrechnen. Rechne mer also den CIPA eraus, da komme mer an der Suessemer Gemeng op 51,2 % Ausgaben fir Paien a da leie mer um selwechte Niveau wéi d'Gemeng Péiteng, mat där mer eis och an der Gréisst kennen vergläichen.

Iwwregens steet och keng Erhéigung vun 10 % vun den Indemnitéiten vum Schäfferot am Budget, op déi mer dem neie Règlement grand-ducal no Recht hätten.

Mäer hunn awer un den ordinären Dépenses gespuert an do sinn d' Krediter an Héicht vun 6.133.929 sinn

em **5 %** op 5.827.233 € erofgesat ginn. Dat huet eng **Aspuerung vun 306.696 €** bruecht.

An dese méi schwieregen Zäiten musse mer eis virun allem och Gedanke machen iwwert all déi Leit déi keng Aarbeschtsplaz hunn oder keng méi hunn. Dest ass fir déi Leit eng ganz schwiereg Liewenserfahrung a brengt esou muenchen u seng Grenzen.

Emsou méi frou sinn ech, dass mer mat **CIGL an an eiser Equipe RMG** eng Parti Aarbeschtsplaze konnte schafen an erhalten, ëmmerhin 18,5 fir de CIGL an 7 an der Equip RMG.

Glécklecherweis gouf schon an de Méint virun der Circulaire vum Minister eng gutt an efficace Viraarbescht geleescht, fir de Budget opzestellen. A glécklecherweis gouf an deser Gemeng an de lëschte Joeren eng vlëschteng awer keng ängschtlech Finanzpolitik gemach.

Vill gouf investéiert, do wou et Sënn mescht an et gouf gutt geplangt, ier mer Projeten ugange sinn. Et ass mat Wäitsicht virgange ginn an de Bilan ass ganz gutt.

Vun 2005 un goufen, wann een de Budget rectificié 2009 mat abezitt, am extraodrinäre Budget, d.h. a Projeten vun deser Majoritéit **60,860 Milliounen € investéiert** (Zuele vum Compte 2005-2008 a Rectifié 2009). Dat ass enorm vill. Als Verglach ginn ech iech d'Somme vum Compte vun 2000-2004: dat waren 36,873 Milliounen. Et kann also kee soen, mir hätte keng Suen investéiert an et wier nâischt an der Gemeng gemach ginn.

Ech wees, dass d'Meenungen hei bannen iwwert d'Opportunitéit vun deem engen oder anere Projet ausereen ginn. Ech wees och, dass d'Meenungen iwwert dat, wat réaliséiert gouf bei deenen engen méi wertvoll ass wéi bei deenen aneren.

Ech wees awer och, dass mer hei am Gemengerot baal bei alle grouse Projeten, déi en gréisseren Afloss op de Budget hunn, bal ëmmer eng Unanimitéit haten.

Demno muss jiddereen och wëssen, dass, wann en A seet, de B net wäit eweg ass, also och muss d'Konsequenzen aus senger Entscheedung matdroen.

Egal ween hei am Schäfferot um Ruder ass: All déi Projeten kritt een net fir nâischt, déi kaschten, an dat wat réaliséiert gouf, muss bezuelt ginn.

Wat gouf dann elo 2009 réaliséiert par rapport zu deem wat am Budget stung:

Ech hu schon an der lëschter Budgetried gesoot, dass d'Planung vun engem Projet ganz vill ausmescht an der Realiséierungsphas. Eng gutt Planung ka vill Käschten spueren. Eng gutt Planung kascht awer och Suen.

- D'Planung fir eis Bureauxen an der Gemeng si weidergefouert ginn
- Där hutt alleguer matkritt, dass eng Parti **Chaudières a Gemeengegebäier** ersat goufen
- Am **Service technique** ass e ganzt **neit Gebäi** entstanden, bedingt duerch en akute Plazmangel fir eis Leit
- De Bau vun eisem Pompierbau huet ugefang, d'Auschiwungen si gemach
- Ganzer 1,897 Milliounen goufen an der **Schoul Roude Wee** investéiert
- **D'Planung un der Schoul Ecole Belval Sud** ass ganz gutt weidergang an haut konnte mer den APD stëmmen, ëmmerhin e Projet vun iwwer 34 Milliounen
- Am ST gouf eng nei Barrière installéiert
- An der **Zolwer Zenter Schoul** ass de Sanitär erneiert ginn an et goufe nei Fensteren agesaat
- Och zu **Suessem** ass fir 200.000 € weider un der Renovatioun vun der **Schoul** geschafft ginn (Fensteren a Fassade) an d'Planung fir déi nächst Phas ass amgang
- Weider gouf och geplangt un der Maison relais zu Bieles an der rue de France
- 1,6 Milliounen € stinn am Budget rectificié 2009 fir de **neien CIPA um Belval**
- Och um Plan directeur Mairie ass weider geschafft ginn
- Beim **Boulodrome** ass e ganz neien funktionnelle **Parking** entstanden, deem den Erwardungen entsprécht an d'Aarbeschten um neie Boulodrome ginn och gutt virun sou dass mer den 7. Januar um 14:30 Auer kennen mam Minister de Grondsteen leeën
- Natierlech hu mer och eis Investitiounen an eisem Fuhrpark gehalen, fir dass eis Leit sech kennen ordentlech a sécher bewegen
- An der **Cité 2000** ass e **neie Kanal** geluecht ginn an, leider hu mer och missen de ganze Stroossenopbau misse machen, well dee net méi an der Rei war
- D'Aarbeschten um **Fenkelbiérg**, wat ëmmerhin Aarbeschten un 9 Stroosse sinn, si gutt viru gang. Hei gett de Waasser- an de Kanallréseau, Trottoiren zum Deel nei gemach an d'Stroosse kréien e neie Belag. Ausserdem gett en Aménagement an der rue Sidney Thomas gemach, wou déi Insel eweg kennt. Hei si schon eng Parti Stroossen zum Deel färdech, déi aner ginn 2010 gemach.

- Weider stinn och nach baal 1,5 Milliounen € fir de Raccordement un de **Sivec** am rectifié 2009
- **D'rue Dënnebësch** ass nei gemach ginn, mat alle Réseauxen a mat enger neier Leitung bis an d'rue Aessen
- Den **Terrain zu Bieles** ass an e synthetesch Terrain emgebaut ginn fir ronn 800.000 €
- Och an der **Planung vum Centre sportif Roger Krier um Scheierhaff** ass et virugaang a mär sinn um Punkt fir kënnen auszeschreiwen
- **D'Suessemer Kierch** huet e neie Dach, nei Kuläng an e neien Ustrach kritt
- Eist **Velosweeënetz** ass ausgebaut ginn, dofir sinn eng Rei Infrastrukturmassnahmen gemach ginn wéi Busarrêten déplacéiert, Weeër agezeechent, Trottoiren ofgesenkt, asw.
- Endlech ass eis **Etude de jallonnement** ëmgesaat ginn, zur gréisster Zefriddenheet vu ville Bierger aus der Gemeng
- An der **rue Winston Churchill an an der rue Robert Schuman** ass de Gas geluecht ginn
- D'Aménagementsaarbeschten fir d'**Klengdéieren-zuchtsanlag** si gemach ginn an d'Belichtung vum „schwarze Pad“
- Mär hunn eng ganz Parti nei Bushäisecher kritt
- **D'rue de l'église zu Zolwer** ass amgaang erneiert ze ginn

Dat ass en Deel vun den Aarbeschten déi d'läscht Joer réaliséiert goufen. Dest alles, där Dammen an Härën, ass alleng am Joer 2009 geschitt. Dat sinn alles Suen déi mer an de läschten 12 Méint verschafft hunn, am Intérêt vun eise Bierger. Där gesidd, dass mer vill an Ugrëff geholl hunn. Eis Bilan vun dem läschte Joer a vun de Joeren virdrun ass guut. De Budget 2009 war e gudden Budget an déi Suen déi investéiert goufen, goufe richteg investéiert.

Nach ee Wuert och zu den ordinäre Recetten:
Där hutt alleguer gesinn, dass sech un der **Kanaltax an un der Waassertax** näischt geännert huet. Där hut awer och all den Ordre du jour vum nächste Gemengerot, den 18.12. scho kritt, an do konnt der feststellen, dass esouwuel d'Wasser- wéi och d'Kanaltax ugepasst gett. Des Upassungen hunn awer eréischt eng Incidence am Budget 2011, well mer eréischt no der Approbatioun vum Minister des Tax geltend kenne machen an dat also eréischt no der Lecture vun Abrëll 2010 ka sinn, deemno d'Recetten eréischt no der Lecture am November 2010 an deemno och eréischt am Budget 2011 erëm ze fannen sinn.

Ech ginn elo d'Wuert weider un de Robert Rings, deen den ordinäre Budget wéi ëmmer virstellt.

REDE ZUM BUDGET ORDINAIRE ROBERT RINGS

Léif Kolleginnen a Kollegen,

ween d'Zeitungsberichter iwwert d'Budget'en an de verschiddene Gemenge liest, héiert iwwerall dee selwechte Refrain. D'Zäite fir d'Land an domatt automatesch och fir d'Gemengen wäerten an de nächste Joren vill méi schwiireg ginn, iwwer déi Tatsaach ginn et keng 2 Meenungen.

Et ginn dofir 2 Erklärungen:

Éischtens ass et déi konjunktorell Kris, ausgeléist duerch d'Finanzkris, déi zwar konnt duerch dat schnellt Agräife vun der Staategemeinschaft, sou wéi et ausgesäit, ënner Kontroll gehal ginn, wat awer net vermeide konnt, dat virun allem bedéngt duerch en Usteige vun der Oarbechtslosegkeet, d'sozial Budget'en iwwerstrapazéiert ginn an dat och nach op eng länger Zäit wäerte bleiwen.

Och wann déi konjunktorell Kris wäert demnächst iwwerwonnen kënne ginn, sou kënnt zweetens virun allem fir eist Land, nach eng strukturell Kris dobäi, bedéngt duerch d'Ewechfalen vun wichtege steierleche Recetten bei der Bankeplaz, méiglech duerch eis Nischepolitik am Finanzsecteur, Akommes fir d'Land, déi wuel fir ëmmer vergiess kënne ginn.

De Staat Lëtzebuerg, also och seng Gemengen, mussen sech astellen op eng Politik, wou d'äitlech manner Recette wäerten zur Verfügung stoen, an dat op Dauer.

Dat heescht awer net, datt een da keng Politik méi ka maachen, mee erofdekliniert op d'Gemengen heescht et, datt mer mussen, nach vill méi wéi an der Vergaangenheet, kloer Prioritéite setzen.

Dat heescht fir eise Budget am Kloertext:

- bei de Recetten dofir suergen, datt mer genuch Einnahmen hunn, virun allem och wat d'Kostendeckung vun de Services déi mer ubidden, ugeet. Well mer bis op weideres keng zouverlässeg Zuelen hunn, wat eis Haapteinnahmen vum Staat iwwer d'Dotation de l'Etat an d'Gewerbesteier ugeet, ass et natierlech ganz schwiireg laangfristeg Pläng opzestellen, well déi zu all Moment nees ännere kënnen.
- Bei den Depensen musse mer dofir suergen, datt mer virun allem d'frais de fonctionnement mussen ofbremsen, wat mer dann och d'Joer weider versiche wäerten. Dobäi ass awer ze bemierken, datt eis

Hauptausgaben, nämlech d'Personalfrais'en weider wäerte steigen, och wa mer keng nei Leit astellen, well mer jo op d'Entwécklung vun de Paie keen Afloss hunn.

- Bei den dépenses extraordinaires heescht et, datt mer genee musse préifen, wat eng Projet'en müssen onbedéngt gemeet ginn, wat eng Projet'en kënnen no hanne geréckelt ginn, a wat eng Projet'en vläit iwwerhaupt net kënnen gemeet ginn.

Mär kënnen vu Gléck schwätzen, datt eis Gemeng momentan eng ganz **raisonnabel Schold** huet, wat och d'Resultat vun der Tatsaach ass, datt mer zënter 5 Joer kee neien Emprunt hu missen huelen, datt mer also op der anerer Säit konnten an deene Joren ee gudden Deel vun eiser Schold ofbauen.

D'Gemengeschild ass op den 31.12.2009 **7.224.739,13 €**, wat eng **Prokappverschëldung vu ronn 495 €** bedeit.

Dat ass u sech a virun allem och am Verglach mat anere Gemengen absolut **raisonnabel**.

D'Annuitéiten vun eiser Schold am Joer 2009 maachen 3,31 % vun eise Recettes ordinaires aus. An der Circulaire vum Ministère steet, datt deen Undeel net soll iwwer 20 % erausgoen.

Mär leien also do daitlech drënner, et muss een awer och soen, datt esou Zuelen ëmmer mat Virsicht ze genéissee sinn, well dat och ëmmer dovun ofhängt, a wat enger Relatioun d'Dépenses ordinaires an d'Recettes ordinaires stinn.

Sollte mer déi **11 Mio déi mer am Budget virgesinn hunn, integral müssen léinen**, géif d'Prokappverschëldung op eng 1.162 € klammen.

D'Annuitéiten déi mer da missten zrëckbezuelen, géifen op dat ganz Joer berechent op ronn 2 Mio € klammen a géifen dann 4,88 % vun de Recettes ordinaires ausman, a wär domatt och nach ganz daitlech ënner der Limite vun den 20 %.

Wat d'Situatioun vun eiser Gemeng awer méi kriddleg mécht, ass, datt an de nächsten 3-4 Joer eng Rei **riiseg Investitiounen** op eis zoukomme wäerten, déi mer **onbedéngt musse realiséieren**.

Dat sinn:

- De neien CIPA um Belval wou elo ugefaang ginn ass mat Bauen
- Déi nei Schoul um Belval mat Sporthal a Maison Relais

- D'Erneuerung vun dem Sportkomplex um Scheierhaff, déi mer dëst Joer wäerten ufänken
- De neie Centre d'intervention, deen elo ugefaang huet
- Den Ausbau vum Boulodrome
- D'Weiderféieren vun Erneuerung vun der Schoul Roude Wee

Elong déi 6 Projet'en, déi awer all bluttnoutwendeg fir eis Gemeng sinn, wäerten eis finanziell stoark belaa-schtern, an dofir heescht et schonn elo Fouss bei Mol halen, datt mer all déi Investitiounen kënnen tätigen.

De Motto vun eiser Gemeng soll also weiderhinn hee-schen: Mär maachen eng viirsichteg, awer keng ängschtlech Finanzpolitik.

Well d'Recettes ordinaires an de nächste Jore ganz sécher zrëckgoe wäerten, bedéngt duerch manner héich Zouwendunge vum Staat, musse mer elo schonn dofir suergen, datt och eis Dépenses ordinaires musse méi lues klamme wéi bis elo.

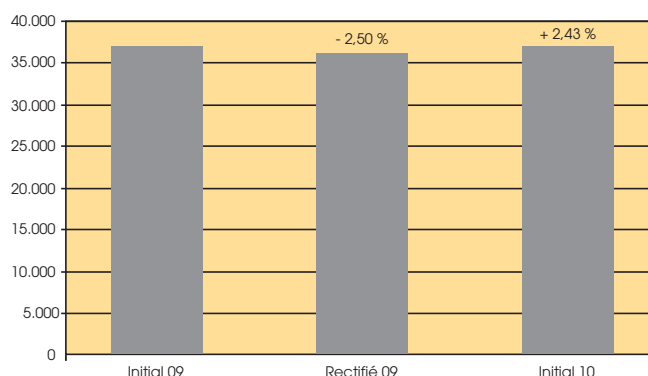
Mär hunn dann och dëst Joer aus dësem Grond all **d'Frais de fonctionnement am Budget ordinaire ëm 5% gekierzt**, wat vläit net ëmmer populär ass, awer duerch-aus ze verkraften.

Erlaabt mer also fir d'éischt de Budget ordinaire ze pre-sentéieren, éier de Buergermeeschter den Budget extra-ordinaire virstellt.

Ech wäert de Budget rectifié 2009 an de Budget 2010 wéi ëmmer zesummen presentéieren

Ech fänken un mat den

Dépenses ordinaires 2009 / 2010



Ech hun wéi ëmmer als Referenz dee Budget geholl, dee mer virun engem Joer hei gestëmmt hunn, an net dee Budget 09 aus dësem Band, an deem jo

d' Modifications budgétaires dran enthalen sin, déi mer iwwert d'Joër gestëmmt hun.

Fir objektiv ze beuerdelen, ob de Budget dee mer 2008 gestëmmt hunn engechermoossen zoutreffend Previsiounen enthalen huet, muss ee schon déi Zuelen huelen, déi mer d'läscht Joër hei gestëmmt hun.

Fir d'éischt déi **global Siicht wat d'Dépenses ordinaires ugeet:**

Budget Initial 09:	37.166.009 €
Budget Rectifié 09:	36.237.925 € (-2,5%)

Op wat déi Diminutioun zrëckzeféieren ass, gesi mer hărno am Detail.

Fir de **Budget 2010 sinn 37.166.089 € dépenses ordinaires** virgesin.

Dat as am Verglach zum Rectifié 2009 eng **Steigerung vu 2,43 %**, déi also ganz minim ass. Déi Steigerung, bedéngt duerch fix klammend Käschten bei de Personalfrais'en, konnte mer esou moderat halen, well mer op der anerer Säit, eis frais de fonctionnement um 5 % gekierzt hunn.

Wourop sinn d'**Changementer** bei de verschidden Beräicher **tëscht dem Budget ordinaire 09 an dem Rectifié 09** zrëckzeféieren?

Am einfachsten ass et, wann een déi verschidden prozentual Verännerungen kuckt:

- **Administratioun -1,8 %:** wat absolut onwesentlech ass, an op e puer kleng Differenzen, virun allem wat d'Personal ugeet zrëckzeféieren ass
- **Enseignement -6,2 %:** vum September un hu mer, doduerch datt mer méi diploméiert Personal agestallt hunn, eng Rei Chargeeën net méi bei eis, wat sech an deem Artikel bemierkbar mécht. Doduerch ass eis Part vun 3/3 bei de Chargeeën dăitlech méi kleng ginn, allerdings bei de Recettes ordinaires hu mer och déi 2/3 vum Staat net méi kritt, wat sech ënner dem Stréch ausglăicht
- **Prévisions sociales -3,7 %:** Well ee ni wees, wéivill Chômeurs mer bei der RMG-Equipe kréien an och wéivill Apprenti'en mer wăerten hunn, hu mer do eng 150.000 € manner Ausgaben. Och am CIPA hu mer eng 200.000 € manner Personalfrais'en ewéi geduet

- **Logement, aménagement territoire, environnement +2,5 %:** Déi Differenz ass op eng méi héich Ausgab bei der Müllentsuergung zrëckzeféieren
- **Transport et communication +3 %:** Den TICE ass em 100.000 € méi deier ginn ewéi geduet, bedéngt duerch den Ausbau vum Service
- **Emprunts -14 %:** Den Emprunt vu 5 Mio huet net misse geholl ginn, doduerch ass déi Part déi mer mussen zrëckbezuelen natierlech och dăitlech manner grouss ausgefall

Elo zum **Budget 2010 am Verglach zum Budget Rectifié 2009.**

Măr hunn hei, ewéi gesot, eng Steigerung vun nēmmen 2,43 % virgesinn, wat, wann een d'Evolutioun vun de Peien zu Lëtzebuerg kuckt, an dat ass och fir eng Gemeng am Budget ordinaire nach ëmmer de gréissten Ausgabeposten, eng ganz raisonnabel Steigerung.

Elo kommen ech zu den **verschidden Änderungen bei den ënnerschiddlechen Beräicher:**

- **Administration Générale -0,07 %**
- **Enseignement -700.000 €:** Dat entsprécht engem Minus vun 10 %, déi si bedéngt haaptsächlich duerch d'Ewechfale vu ville Chargeeën, dat sinn awer keng agespuerte Suen, déi entsprechen den 700.000 € déi mer bei de RO och manner vum Staat erakréien.
- **Prévisions sociales +1.100.000 € (+13 %):** CIPA: +500.000 € (zousätzlech Personalkäschten, dat entsprécht awer och de 500.000 € déi mer beim CIPA bei de Recettes ordinaires méi erakréien; Maison Relais: +500.000 € (bei de Recettes ordinaires kréie mer knapps 300.000 € zousätzlech eran.)
- **Logement, aménagement territoire, environnement + 500.000 € (7 %):** Conduites d'eau + 300.000 € (Akaf Waasser 230.000 € Personalkäschte + 40.000 €); Ofwaasser: + 120.000 € (haaptsächlich SIVEC)

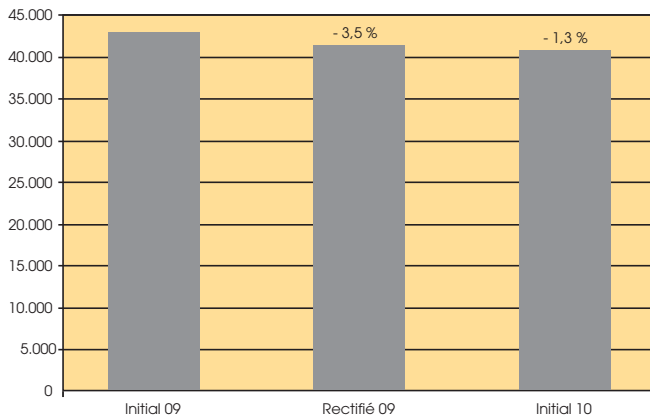
Bei den Annuitéiten hu mer natierlech missen eng Steigerung virgesinn, fir de Fall wou mer den Emprunt vun 11 Mio. missten ophuelen, wat eng Steigerung vu 15 % géif ausmaachen.

Dir gesidd also, datt mer all Effort'e maachen, fir de d'Dépenses ordinaires méiglechst déif ze halen. Dat ass keen einfachen an och kee populären Exercice, en ass awer noutwendeg, fir eis Ausgaben ze drosselen.

Esouwăit also wat eis geplangten Depensen am ordinaire Budget fir d'Joer 2010 ugeet.

Mär kommen dann zu den

Recettes ordinaires 2009 / 2010



Bei de Recettes ordinaires am **Budget Initial 09** hate mer **42.806.417 € virgesinn**, et sinn der schlussendlech am **Rectifié nach 41.329.897 €**. D'Recettes ordinaires sinn also am Rectifié **em 3,5 % gefall**, dat sinn ronn 1.500.000 € manner ewéi virgesinn.

Déi verdeelen sech op **500.000 € manner beim Enseignement**, déi sech integral op Mannereinnahme bezéien déi mer kritt hunn, doduerch datt vill Chargeeën ewechgefall sinn.

Bei **Prévisions sociales** hu mer **allerdénks och nees 500.000 € méi erakritt** ewéi geplangt, doduerch datt d'Part vum Staat bei der Maison Relais vun 50 % op 75 % geklomm ass.

Déi 2 Posten hiewen sech also op. De **Minus vun 1,5 Mio €** ass also ausschliesslech drop zrëckzeféieren, datt mer **manner vum Staat kritt** hunn ewéi ugekënnegt: 1 Mio manner **Dotatioun**, a ronn 500.000 € manner **impôt commercial**.

Dir wësst datt mär als Gemeng op déi Einnahme keen Afloss hunn, an do also komplett vun den Ukënnegungen an den tatsächlechen Iwwerweisungen duerno ofhänken.

Mär hunn an eise **Fonds de réserve** weiderhinn **3 Mio €**, déi mer ausschliesslech an de kommende Jore wëlle gebrauchen, fir den Iwwerschoss am Budget ordinaire engechermoosse konstant ze halen.

D'Recettes ordinaires fir d'nächst Joer 2010 schätze mer op 40.788.609 €, wat also nach emol e **Minus vun 1,3 %** am Verglach zu dësem Joer ass. Wa mer fir d'Joer 2009

nach 28.237.717 € **vum Staat** kritt hunn, (am Joer 2008 woaren et der 28.942.155 € wat engem Minus vun 2,5 % entsprécht). Sou ginn et fir d'nächst Joer **just nach 27.508.847 €**, wat nach emol e Minus vun 2,5 % entsprécht, wat also vun **2008 op 2010 e Minus vun 5 %** duerstellt, respektiv 1,5 Mio € manner fir d'Gemeng, an dat bei fixe steigende Käschten beim Personal, an och ëmmer neien Aufgaben, déi d'Gemenge vum Staat iwwerdroe kréien.

Dat Ganzt huet natierlech och Repercussiounen op eisen Iwwerschoss am ordinaire Budget.

Wann **d'Zouwendunge vum Staat esou däitlech zrëckginn**, dann ass et evident, datt den **Iwwerschoss am Budget ordinaire zrëckgeet**. Deen Iwwerschoss erlaabt eis awer eis Investitiounen am extraordinaire Budget. Manner Iwwerschoss ass gläichbedeitend mat manner Investitiounen.

Mär hunn do als Gemenge kee grouesse Spillraum.

An och wann den Inneminister seet, datt mer engersäits d'Investitiounen héich sollen halen, an anerersäits müssen oppassen, datt eis Schold net ze grouss gëtt, sou klénkt dat zwar sympatesch, mee fir an der Realitéit, dee richtegen Equiliber ze fannen, dat ass vill méi schwéier, virun allem och, well mer absolut net wëssen, wou d'ekonomesch Entwécklung an de nächste Joer wäert higoen, elo awer schon Investitiounen müssen agoen, déi eis fir déi nächst Jore wäerte bannen.

Wat d'Situatioun vun eiser Schold ugeet, sou sti mer glécklecherweis net schlecht do, wat op eng viirsichteg Finanzpolitik an de läschte Joren zrëckzeféieren ass.

Déi wichtegst Messagen wëll ech awer nach emol widderhuelen.

Eis Gemeng huet an de Joren **2005, 2006, 2007, 2008 an 2009 keen neien Emprunt** missen huelen. Eis **Prokappverschëldung** ass trotz wichtige Investitiounen an deem Zäitraum vun **853 € op 492 € erofgaang**. Eis Gesamtschold op den 31.12.2009 ass bei 7.224.739 €, wat méi wéi raisonnabel ass. Dobäi dierf een och net vergiessen, datt mer nach 3 Mio € am Fonds de réserve hunn.

* Evolution des emprunts depuis 2003

Situation au	Solde	Habit.	Par tête d'habit.	Recettes ordinaires	Annuités	% des RO
31.12.2003	10.737.789 C	14.000	767 €	30.745.549 C	1.123.289	3,65 %
31.12.2004	12.026.200 C	14.100	853 €	30.753.093 C	1.219.761	3,97 %
31.12.2005	11.864.926 C	14.150	838 €	31.385.621 C	1.348.450	4,29 %
31.12.2006	10.134.306 C	14.250	711 €	34.368.202 C	1.492.656	4,34 %
31.12.2007	9.229.567 C	14.400	641 €	38.637.746 C	1.426.040	3,69 %
31.12.2008	8.261.743 C	14.450	571 €	41.198.864 C	1.462.302	3,54 %
31.12.2009	7.224.739 R	14.590	495 €	41.329.897 R	1.369.783	3,31 %
31.12.2010	17.312.008 I	14.900	1.162 €	40.788.610 I	2.000.000	4,90 %

Eis momentan gesond Finanzlag erlaabt eis, déi immens Investitiounen an de nächste Joren ze realiséieren, virausgesat, mär si bereet, zesummen eis ordinair Ausgaben ze drosselen, eis ordinair Recetten do unzepassen, wou et muss sinn, an och eventuell deen een oder anere Projet an der Zäit no hannen ze réckelen. Mee et ass onemgänglich, datt grouss finanziell Erausforderungen an de nächste 4-5 Joer op eis zoukommen. Dofir ass eng grouss finanziell Rigueur an alle Beräicher méi wéi ubruecht.

Merci.

REDE ZUM BUDGET EXTRAORDINAIRE GEORGES ENGEL:

Voilà, komme mer elo zum **extraordinäre Budget 2010**.

Fir weider de Niveau d'investissement héich ze halen, stinn och dest Joer erëm eng Parti grouss Projeten am Budget. Am ganzen mecht dat eng **Rekordausgab vun 38.430.695 €** aus. Déi Sue si folgendermoossen opgedeelt:

35,3 %	Prévisions sociales
17,9 %	Logement, aménagement du territoire et environnement
17 %	Culture, loisirs et cultes
11,7 %	Enseignement
7,8 %	Ordre publique et sécurité
7,7 %	Transports et communications
1,3 %	Administration générale
0,8 %	Affaires économiques
0,15 %	Agriculture, viticulture et domaine forestier

- Och wann den definitiven Ausbau vu weidere Bureaux net wéi geplangt 2010 réalisééiert gëtt, sou ginn awer, fir dem Plazmangel entgéint ze wierken, Modifikatiounen am Gemengenhaas gemach: 197.000 €
- Duerch dat **neit Gebäi am Service Technique** kann dat alt Gebäi adaptéiert ginn an et kenne Vestiaire fir eist weiblecht Personal bäigemach ginn
- Och am **Detroit-Haus**, wou de CIGL ënnerbruecht ass, gi verschidden Modifikatiounen gemach, fir dass mer besser Aarbechtskonditiounen kréien
- De **Pompjesbau** steet mat 3.000.000 € am Budget. D'Aarbeschten sinn amgaang
- Bei der **Schoul Roude Wee** hu mer eng Ännerung am Budget ze proposéieren. Duerch en internen Fehler sinn am Rectifié 2009 nëmmen 1.267.503 € virgesinn, mär brauchen der awer méi, well mer och scho méi Aarbeschte konnte machen. Mär hunn dofir den 19. November eng Modification budgétaire gestëmmt vun 1.000.000 €. Mär proposéieren, de Budget 2010 em 630.000 € erofzesetzen an déi bei de Rectifié 2009 schloen. Dest ging da folgendes ausmachen: Rectifié 2009: 1.897.503 €, Budget 2010: 1.635.000 €. Dat ännert näischt um Endresultat, dat erlaabt eis awer d'Rechnungen vum Joer 2009 och elo nach ze bezuelen
- Och **d'Schoul um Belval** gëtt viru geplangt an et stinn ëmmerhin 1,6 Mio. € am Budget 2010
- Den Ausbau vun der **Schoul zu Suessem** ass dem Léierpersonal gewise ginn. Hir Recoormandatiounen fléissen elo an de Projet eran a mär ginnen dann och 2010 mam Projet ukommen: 500.000 €
- Aktuell si ronn 650 Kanner an der Maison relais ageschriwwen. Mär hu keng Liste d'attente an dat ass mat Sécherheet en atout fir bei eis an d'Gemeng wunnen ze kommen. Dofir musse mer och weider Strukture schaffen an dofir ginn och 900.000 € bereed gehal, fir de Projet vun der **Maison relais an der rue de France** weider ze dreiw
- Den déckste Posten am Budget 2010 ass mat Sécherheet de neien **CIPA**, dee mat **12,650 Milliounen**

- zu Buch schléit, wou mer awer op der aner Säit eng **Recette vun 10,120 Milliounen** hunn, wat de Subside vum Stat ugeet
- Mäer wellen och weider un eiser **Aide au logement** festhalen an hunn déi och op 100.000 € stoe geloos, esou wéi déi Joeren virdrun
 - Mäer rechnen och fir 2010 mat engem **Zouwues vun 62 Leit**, déi iwwert der Zuel vun engem Prozent leien, wat als normale Wuesstum ugesi gett a kréien do-duerch duerch de **Pacte logement** 418.500 €
 - Et gett och weider um **neie PAG an um Plan directeur Mairie** geschafft fir 50.000 resp 60.000 €
 - 1.000.000 € si virgesinn fir **Acquisitiounen vun Terrain, Häiser** asw ze machen. Des Somme hu mer säit 4 Joer all Joer em 400.000 € wuesse gedoen, wat eng Somme vun 1,6 Milliounen gemach huet. Mäer hunn se awer elo op 1 Millioun reduzéiert. Säit dem Pacte logement Gesetz ass d'Opportunitéit fir d'Gemengen, fir Immobilien ze kréien, méi grouss ginn
 - Bei de flotte Parking **am Metzerlach** beim Boulodrome kennt elo och nach e **Fussballterrain**, a mär ginn esou eiser Vocation, de Fräizäitsport ze fördern, gerecht. 420.418 €
 - Wa mer den Accord vum Stat kréien, hu mer och wëlles, den Projet vun de Jardins du château beim Suessemmer Schlass unzefänken. 50.000 € stinn am Budget
 - **D'Spillplaz an der Cité Gewaennchen**, déi elo schon ugefang ass, gett färdlech gestallt: 133.000 €
 - Fir **d'Colombairen zu Bieles an zu Zolwer** sinn d'Soumissiounen gelaf an och domadder geet et 2010 lass: 100.000 €
 - Eng weider Strooss steet an eisem Programm 2010: **d'Rue des Alliés** steet mat 378.000 € fir de Kanal, 220.000€ fir d'Waasserleitungen an 812.000 € fir den Aménagement vun der Strooss. Zesummen also 1.410.000 €
 - De **Bassin d'orage an der rue de l'usine** steet mat 1,3 Milliounen am Budget an de **Canal de rétention an der rue du Brill** mat 220.000 €. D'Aarbeschten ginn zu 90 % vum Staat subsidiéiert a ginn am Januar aus-geschriwwen
 - D'Aarbeschten laafen och weider um **Projet Fenkelbiere**: Hei si fir 2010 folgend Stroossen drun: rue Emile Metz, rue Sigefroi, rue Aloyse Meyer, rue Henri Bessemer, rue Sidney Thomas, rue Jean l'Aveugle, rue Michel Rodange 2-36
 - **D'rue de l'église zu Zolwer** gett färdlech gestallt
 - Fir **Energie solaire** stinn 150.000 € bereed an do huet eisen Umweltberoder e Projet fir de Boulodrome
 - Och de **Suessemmer Centre culturel kritt e Montecharge** an dee wäert dann mat deem vum Bieleser Musiksall installéiert ginn

- 200.000 € stinn am Budget fir **d'Hal fir d'Material fir d'Veräiner**
- An d'**Sportinfrastrukturen** zu Suessem ginn 1.140.000 € investéiert, wat mat Sécherheet gutt zu Suessem benotzt wäert ginn
- Mat 110.000 € ginn **d'Vestiairen zu Eilereng** an d'Rei gesaat an et gett och eng Alternativ fir hir aktuell Buvette gesicht
- De **neie Boulodrome** steet mat 2.291.000 € zu Buch an d'Extensioun an d'Alentouren vum Scheierhaff ginn och dat nächst Joer un an dofir hu mer ronn 2,5 Milliounen am Budget.
- An der **Tennishal** gett de Buedem frësch gemach, deen elo schon Joeren iwwert senger eigentlecher Liewensdauer ass. 120.000 €
- Et gett och weider an eis **Velosweeër** investéiert an dofir stinn 270.000 € bereed.
- Fir dass mer **d'Passerelle iwwert d'Eisebunn** och kennen réaliséieren sti schlussendlech 400.000 € am Budget

Am ganze gi mer dest Joer, **am ordinären wéi am extra-ordinären Budget 75 Milliounen** aus.

Den Haaptakzent läit dest Joer wéinst dem **CIPA** bei de Prévisions sociales, mat 30,20 % den **hëchsten Ausgabe-posten**, duerno, wéinst der Réfectioun vun de ville Stroossen kënn mat 18,97 % Logements, aménagement du territoire et environnement, dann e Posten, deen traditionnel hei an deser Gemeng héich ass, den Enseignement mat 16 %.

		Dépenses	%
01	Administration Générale	6 163 689,79 €	8,16 %
03	Ordre public et sécurité	3 152 540,00 €	4,17 %
04	Enseignement	12 128 232,00 €	16,05 %
05	Hygiène et santé	950,00 €	0,001 %
06	Previsions sociales	22 813 231,08 €	30,20 %
07	Logements, aménagement du territoire et environnement	14 329 277,20 €	18,97 %
08	Culture, loisirs et culte	8 129 378,00 €	10,76 %
09	Production et transport d'énergie	156 800,00 €	0,21 %
10	Agriculture, viticulture et domaine forestier	328 775,00 €	0,44 %
11	Affaires économiques	421 608,10 €	0,56 %
12	Transports et communications	5 447 484,83 €	7,21 %
13	Recettes / dépenses non ventilables	1 562 087,57 €	2,07 %
14	Dette communale et fonds de réserve	912 730,36 €	1,21 %
35	Ajournements	0,00 €	0,00 %
36	Reprises pour recettes / dépenses non rentrées	0,00 €	0,00 %
	Totaux	75 546 783,93 €	

Fir all des Projeten ze réalisieren, brauche mer och Suen. Nodeems mer elo **5 Joer kee Prêt** opgehooll hunn, an aktuell och nëmmen 7,224 Milliounen Schold hunn, kënne mer eis e weideren **Emprunt vun 11 Milliounen leeschten**.

Eis **Prokappverschëldung ass haut bei 495 € immens niddereg**, a wäert, sollte mer eise Prêt vun 11 Milliounen ophuelen, op 1.162 € klammen. Eis Gesamtschold wär dann am Dezember 2010 bei 17,312 Milliounen €.

Mär kënnen eis dat leeschten, mär sti finanziell ganz gutt do an hunn eis déi Projeten gutt iwwerluecht.

Déi Suen, déi mer léine ginn, sinn och fir eng Rei vu Projeten, wou och nach déi zukünfteg Generatiounen dovunner profitiere kennen.

De Budget 2010 ass keen einfache Budget, mä mär sinn zouversichtlech dass mer aus deser schwiereger Situatioun gutt erauskommen.

Op alle Fall bréngt de Budget 2010 eis eisem Zil, eng liewenswäert Gemeng ze hunn an där et sech agréabel Wunnen léisst an an där hir Bierger zefridde sinn, méi no.

Merci.

In der nächsten Sitzung am 18. Dezember 2009 werden die Stellungnahmen zum Budget von den einzelnen Fraktionen und die Abstimmung folgen.

SIEBEN NEUE POSTEN IM SCHULBEREICH UND FÜR DIE „MAISON RELAIS“

Im Anschluss daran gab Schöffe Robert Rings (Déi Gréng) die nötigen Erläuterungen zur Schaffung von vier Posten als „accompagnateur scolaire“. Diese werden jeden Tag in jeder Schule der Gemeinde für zwei Stunden für schulische und private Probleme der Kinder anwesend sein.

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) stellte dann noch die Schaffung einiger Posten für den Bedarf der „Maison Relais“ vor. Neben einem Posten als diplomierte/r Erzieher/in, werden auch ein Posten als Hilferzieher/in und ein Posten als Koch Erhöhung ausgeschrieben. Daneben wurde bei einem Posten die Arbeitszeit von 20 auf 30 Stunden pro Woche erhöht werden.

Mit der Umänderung der Zusammensetzung des „Office Social“, der Verabschiedung einer europäischen Charta („Charte européenne pour l'égalité des femmes et hommes dans la vie locale“) und der Billigung einiger Verkehrsreglements des Schöffengerates, schloss der Bürgermeister die öffentliche Sitzung, bevor in geheimer Sitzung elf Personalentscheidungen getroffen wurden.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem

de la séance publique

du vendredi, 18 décembre 2009

date de l'annonce publique:
date de la convocation des conseillers:
début:
fin:

11 décembre 2009
11 décembre 2009
17h00
20h00

Présents:

M. Engel Georges, président,
Mme Asselborn-Bintz Simone, Mme Cecchetti Myriam, M. Diels Johny, M. Goelhausen Marco, M. Hertel René, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-Angelsberg Dagmar, Mme Reuter-Bauler Carine, M. Rings Robert, Mme Speck-Braun Patricia, M. Wietor Gaston
M. Theisen Luc, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s):

M. Schroeder Nico,

Premier votant:

Mme Morgenthaler Nathalie

Monsieur Piscitelli n'a pas pris part au vote des points 1 à 15, du point 17.

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir approuver l'ajout à l'ordre du jour des points suivants:

22.a. Approbation d'une convention conclue entre l'Etat représenté par la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et la Commune de Sanem en matière de mise à disposition temporaire d'un(e) ou de plusieurs éducateurs(trices) et/ou éducateurs(trices) gradué(e)s dans le cadre de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Vote unanime

27.a. Modification de la composition des commissions consultatives.

Vote unanime



Vu la demande des représentants du parti CSV pour reporter les points 16 et 17 de l'ordre du jour évoquant le manque de temps résultant du temps nécessaire à la préparation du dossier relatif au budget et le fait que la circulaire du ministère faisait défaut dans le dossier distribué aux conseillers communaux;

Vote(s) positif(s): 6	Vote(s) négatif(s): 7
Diels Johny, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia, Wietor Gaston	Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Hertel René, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert

La demande a été rejetée par le conseil communal.

Ordre du jour

SEANCE PUBLIQUE

1. Correspondance et Informations.

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

2. Reclassement de deux parcelles de terrain sises à Belvaux, inscrites au cadastre de la commune de Sanem, section C de Belvaux, sous les numéros 87/7911 et 97/7912, sises au lieu-dit «rue de Hussigny», places, avec une contenance totale d'environ 28 centiares, au plan numéro 3128 (dressé par le sieur Georges Bemtgen, ingénieur géomètre de l'Administration du Cadastre et de la Topographie en date du 26 novembre 2009) du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal.

Vote unanime

3. Approbation d'un compromis de vente avec le sieur ZACCARIA Marco et la dame KARATAS Gulsum concernant la vente d'une parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune de Sanem sous le numéro cadastral 87/7912, place, sise au lieu-dit «rue de Hussigny», section C de Belvaux avec une contenance d'environ 16 centiares au prix de 4.800,- euros en faveur de la commune de Sanem.

Vote unanime

4. Approbation d'un compromis de vente avec le sieur NERI Daniel et la dame COLLING Linda concernant la vente d'une parcelle de terrain inscrite au cadastre de la Commune de Sanem sous le numéro cadastral 87/7911, place, sise au lieu-dit «rue de Hussigny», section C de Belvaux avec une contenance d'environ 12 centiares au prix de 3.600,- euros en faveur de la commune de Sanem.

Vote unanime

5. Approbation d'un compromis de cession à titre gratuit avec les consorts OEHMEN concernant la cession gratuite de deux parcelles de terrain inscrites au cadastre de la Commune de Sanem, section B de Soleuvre, sous les numéros 596/8245 et 596/8246, sises au lieu-dit «rue des Près», places voirie, d'une contenance totale d'environ 36 centiares au plan numéro 3119.

Vote unanime

6. Reclassement de deux parcelles de terrain sises à Soleuvre, inscrites au cadastre de la commune de Sanem, section B de Soleuvre, sous les numéros 724/8229 et 729/8230, sises au lieu-dit «rue du Knapp», place, avec une contenance totale d'environ 3 centiares, au plan numéro 3096 (dressé par le sieur Georges Bemtgen, ingénieur géomètre de l'Administration du Cadastre et de la Topographie en date du 11 mars 2009) du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal.

Vote unanime

7. Approbation d'un compromis d'échange avec les consorts SABOTIC-REBRONJA Husnija concernant des parcelles de terrain sises à Soleuvre, inscrites au cadastre de la commune de Sanem, section B de Soleuvre, au lieu-dit «rue du Knapp», sous les numéros 729/8219; 729/8224; 729/8228, places voirie avec une contenance de 23 centiares et 724/8229; 729/8230, places, avec une contenance totale d'environ 3 centiares.

Vote unanime

8. Reclassement de deux parcelles de terrain sises à Soleuvre, inscrites au cadastre de la commune de Sanem, section C de Belvaux, sous les numéros 593/7900 et 593/7901, sises au lieu-dit «rue de Soleuvre», place, avec une contenance totale d'environ 14 centiares, au plan numéro 3105 (dressé par le sieur Georges Bemtgen, ingénieur géomètre de l'Administration du Cadastre et de la Topographie en date du 27 avril 2009) du Domaine Public Communal dans le Domaine Privé Communal.

Vote unanime

9. Approbation d'un compromis de vente et de cession à titre gratuit avec les consorts KREMER concernant la vente de deux parcelles de terrain sises à Soleuvre, inscrites au cadastre de la commune de Sanem, section C de Belvaux, sous les numéros 593/7900 et 593/7901, au lieu-dit «rue de Soleuvre», places, avec une contenance totale d'environ 14 centiares au prix de 4.200.- euros en faveur de la Commune de Sanem et la cession à titre gratuit d'une parcelle de terrain sise à Soleuvre au lieu-dit «rue de Soleuvre», inscrite au cadastre de la Commune de Sanem, section C de Belvaux, sous le numéro 593/789, place voirie.

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

10. Approbation (premier vote) d'un projet d'aménagement particulier concernant l'aménagement de cinq maisons en bande, de deux maisons jumelées et de deux résidences comprenant chacune six logements au lieu-dit «Place René Biwer» à Sanem pour le compte de la société CARPEL s.a.

Vote unanime

PERSONNEL - ADMINISTRATION

11. Fixation du nombre des emplois des différentes fonctions du cadre fermé prévu pour les diverses carrières.

Vote unanime

PERSONNEL - CIPA

12. Conversion d'un poste d'infirmier à mi-temps et à durée indéterminée en un poste d'aide-soignant à mi-temps et à durée indéterminée, sous le statut du CCT-SAS, carrière PS5, au C.I.P.A. de Soleuvre.

Vote unanime

FINANCES

13. Organisation du service «Nightrider» dans la région Sud pour l'année 2010:

a. Décision de participer à l'action du syndicat PRO-SUD

Le Conseil communal;

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide:

1. de continuer la participation au service "Nightrider" du syndicat PRO-SUD pour l'année 2010 et de libérer de ce fait 14.700,- € pour l'année 2010
2. que la commune n'assumera aucune responsabilité envers le détenteur de la carte du fait d'éventuels manquements aux obligations engagées par l'entreprise privée chargée de l'organisation du service «Night-Rider», (accident, coupure de service, retard, confort, comportement des autres voyageurs et du personnel, état du matériel roulant, propreté dans les bus et autres)

Vote unanime

b. Création d'une taxe / prix de vente

Le Conseil Communal,

Sur proposition du collège des bourgmestre et échevins et après en avoir délibéré conformément à la loi;

décide:

1. de fixer le prix de vente de la «Night-Card» pour les habitants de la commune de Sanem âgés au jour de vente de moins de 27 ans à **40,- € pour les cartes vendues entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 août 2010** et à **20,- € pour les cartes vendues entre le 1^{er} septembre 2010 et le 31 décembre 2010**,
2. de fixer le prix de vente de la «Night-Card» pour les habitants de la commune de Sanem dont l'âge au jour de vente est égal ou supérieur à 27 ans à **80,- € pour les cartes vendues entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 août 2010** et à **40,- € pour les cartes vendues entre le 1^{er} septembre 2010 et le 31 décembre 2010**, et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote unanime

14. Approbation d'une convention relative à la mise à disposition de huit lits prioritaires au nouveau CIPA à Belvaux en faveur des résidents de la Commune de Reckange-sur-Mess.

Vote unanime

15. Approbation d'un subside de 54.156,09 € à accorder au Tennis Club de Belvaux concernant les travaux de rénovation des vestiaires dans le cadre du réaménagement du club house au terrain de tennis au Galgenberg (rue du Bois) à Belvaux. (article budgétaire: 4/0832/2123/015)

Vote unanime

16. Adaptations des taxes relatives à la fourniture d'eau potable.

Le Conseil Communal

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

Vu la taxe eau et les taxes concernant la location des compteurs approuvées en date du 30 mai 2008 par le conseil communal et le 10 juillet 2008 par l'Autorité Supérieure;

Considérant qu'une analyse du coût de revient de l'eau potable a été réalisée suivant les indications de l'Etat qui conclut que le prix de revient par m³ de l'eau s'élèvera en 2010 à 3,29 €;

Vu que la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau dispose qu'à partir du 1^{er} janvier 2010, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les

coûts pour l'environnement et les ressources sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur;

Vu que la même loi dispose que la redevance se compose d'une partie fixe annuelle par compteur au diamètre du compteur et d'une partie variable, fonction de la consommation annuelle;

Considérant la proposition du collège des bourgmestre et échevins de fixer la taxe fixe à 4,20 €/mm/an pour les compteurs QN 2,5 et la taxe variable à 1,92 €/m³ ce qui revient au prix total par m³ de 2,50 € actuellement en vigueur;

décide:

1. de fixer les taxes relatives à la fourniture d'eau potable à partir du 1^{er} avril 2010 comme suit:

Taxe fixe	
(diamètre nominal du compteur)	(€ / par compteur / par année)
QN 2,5 (20 mm)	84,00 € ttc
QN 6 (25 mm)	420,00 € ttc
QN 10 (40 mm)	924,00 € ttc
QN 15 (50 mm)	1.344,00 € ttc
QN 40 (80 mm)	2.688,00 € ttc
QN 60 (100 mm)	10.080,00 € ttc
Taxe variable	1,92 € ttc par m ³

2. décide d'abroger les taxes concernant la location des compteurs et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote(s) positif(s): 9	Abstention(s): 5
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Hertel René, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert, Speck-Braun Patricia	Diels Johny, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Wietor Gaston

17. Adaptation de la taxe d'évacuation et d'épuration des eaux usées.

Le Conseil Communal

Vu la loi communale du 13 décembre 1988;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau;

Vu la taxe de canalisation approuvée en date du 30 mai 2008 par le conseil communal et le 10 juillet 2008 par l'Autorité Supérieure;

Considérant qu'une analyse du coût de l'évacuation et la dépollution des eaux usées a été réalisée suivant les indications de l'Etat qui conclut que le prix par m³ s'élèvera en 2010 à 2,52 euros;

Vu que la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau dispose qu'à partir du 1^{er} janvier 2010, les coûts des services liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des principes de l'utilisateur-payeur et du pollueur-payeur;

Vu que la même loi dispose que la redevance se compose d'une partie fixe annuelle par compteur et d'une partie variable, fonction de la consommation annuelle;

Considérant la proposition du collège des bourgmestre et échevins de fixer la taxe fixe à 60,- €/compteur/an et la taxe variable à 1,65 €/m³ ce qui revient à un prix total par m³ de 2,13 € et sera identique aux prix appliqués par les communes du Kordall;

décide de fixer les taxes relatives à l'évacuation et la dépollution des eaux usées à partir du 1^{er} avril 2010 comme suit:

Taxe fixe	60,00 € ttc par compteur et par année
Taxe variable	1,65 € ttc par m ³

et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote(s) positif(s): 8	Abstention(s): 5
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Hertel René, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert, Speck-Braun Patricia	Diels Johny, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Wietor Gaston

18. Introduction d'une «taxe de participation au financement des équipements collectifs» et abrogation de la «taxe infrastructure».

Le Conseil communal,

Considérant que notre commune est en présence d'un accroissement constant de sa population, impliquant une extension et une adaptation corollaires des différents équipements collectifs en vue de subvenir aux besoins et attentes de tous les habitants;

Considérant que les attentes et demandes de la population au niveau des équipements collectifs sont en constante évolution;

Considérant que pour couvrir une part des dépenses, il y a lieu d'introduire une taxe de participation au financement de ces équipements collectifs, taxe qui aura le caractère d'une imposition communale;

Attendu qu'une telle taxe de participation au financement des équipements collectifs est prévue à l'article 24(2) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

Entendu que la taxe concernée est notamment destinée à constituer une participation au financement de la construction d'équipements collectifs, tels que les écoles, cimetières, installations culturelles, récréatives et sportives, collecteurs d'égouts, stations d'épuration et autres;



Considérant qu'une telle taxe devrait être applicable à chaque création d'une nouvelle unité affectée à l'habitation ou à toute autre destination, telle qu'un local commercial, industriel, artisanal, de services, administratif ou récréatif;

Considérant que constitue notamment une unité séparée chaque appartement, studio ou chaque local destiné à une activité économique, alors même qu'il fait partie d'un seul et même bâtiment;

Considérant que les unités affectées à l'habitation nécessitent des équipements collectifs supplémentaires tels les écoles ou maisons relais qui ne sont pas nécessaires pour des unités affectées à d'autres utilisations;

Considérant la taxe de participation au financement des équipements collectifs proposée par le collège des bourgmestre et échevins;

Considérant la proposition du collège des bourgmestre et échevins d'abroger alors la taxe infrastructure arrêtée par le conseil communal en date du 21 octobre 2002;

Considérant que cette taxe infrastructure est calculée d'après la dimension de la face de la parcelle longeant la voie publique et ce indépendamment de l'envergure des constructions à ériger sur la parcelle;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et notamment son article 24(2);

Vu la circulaire N°2603 du 20 novembre 2006 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur l'application des dispositions financières de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

Après avoir délibéré conformément à la loi

décide:

1. d'arrêter le règlement-taxi suivant:

Taxe de participation au financement des équipements collectifs

Article 1^{er}: Modalités et champ d'application de la taxe

Il est créé une taxe de participation au financement des équipements collectifs, c'est-à-dire de toutes les infrastructures nécessaires à la vie collective et servant en principe à l'ensemble des résidents de la commune, tels que les écoles, maisons relais, services de secours, installations culturelles, sportives et récréatives, cimetières, collecteurs d'égouts, stations d'épurations ou autres.

La taxe de participation au financement des équipements collectifs devient exigible au moment de la création effective d'une nouvelle unité.

Est à considérer comme nouvelle unité, toute unité nouvellement créée soit

- par une construction nouvelle; est à considérer également comme construction nouvelle la reconstruction suite à une démolition de l'ancienne construction, la taxe n'est alors due que pour chaque unité nouvellement créée, c'est-à-dire en plus de celles existantes avant démolition
- par la transformation ou l'agrandissement d'une construction existante; la taxe n'est alors due que pour chaque unité nouvellement créée ou affectée.

La nouvelle unité est affectée soit

- à l'habitation,
- à toute autre destination compatible avec la zone sur le territoire de la commune, notamment à une activité commerciale, industrielle, artisanale, de services, administrative ou récréative.

Est à considérer comme nouvelle unité créée, chaque unité séparée tels une maison unifamiliale, un appartement, un studio ou chaque local destiné à une activité économique alors même que cette unité fait partie d'une seule et même construction.

Article 2: Montant de la taxe

1. par unité affectée à l'habitation:
6.000,- euros pour des maisons unifamiliales (mitoyennes ou libres)
4.500,- euros dans un immeuble à appartements ou dans une maison bifamiliale
2. par unité affectée à toute autre destination
3.000,- euros jusqu'à 200 m² de surface construite brute
1.000,- euros par tranche ou tranche entamée de 100 m² de surface construite brute au dessus de 200 m²

La commune se réserve le droit de régler des situations hors-normes par une convention séparée.

Article 3: Consignation et paiement de la taxe

Au moment de la délivrance du permis de construire, le requérant devra consigner à la caisse communale une somme égale à la taxe calculée d'après les plans autorisés.

- 2) d'abroger la taxe infrastructure arrêtée par le conseil communal en date du 21 octobre 2003

et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote unanime

19. Adaptation du règlement-taxi du 21 octobre 2002 – Chapitre Construction.

Le Conseil communal,

Considérant que notre commune est en présence d'un accroissement constant de sa population allant de pair avec une augmentation du nombre des dossiers à traiter par le bureau des bâtisses;

Considérant qu'il est indiqué de procéder à une révision des taxes de chancellerie actuellement en vigueur en matière des bâtisses afin de couvrir la panoplie des prestations à fournir aux citoyens;

Considérant qu'il est indiqué d'introduire une taxe PAP qui devient exigible au moment de l'introduction d'un dossier engendrant une procédure d'approbation d'un projet d'aménagement particulier, l'étude du dossier nécessitant notamment le conseil d'un urbaniste;

Vu la circulaire N°2603 du 20 novembre 2006 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur l'application des dispositions financières de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

Considérant les propositions d'adaptation du collège des bourgmestre et échevins concernant le chapitre Construction du règlement-taxe du 21 octobre 2002;

Vu les articles 99 et 107 de la Constitution;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

Vu la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et notamment son article 24(2);

Après avoir délibéré conformément à la loi

décide d'adapter le chapitre «Construction» du règlement-taxe du 21 octobre 2002 comme suit:

A. Autorisations de construire

a)	Maison unifamiliale: construction nouvelle et transformation nécessitant le recours à un architecte ou ingénieur-conseil	125,- euros
b)	Immeuble à plusieurs unités: construction nouvelle et transformation nécessitant le recours à un architecte ou ingénieur-conseil	125,- euros + 70,- euros par unité
c)	Immeuble ne servant pas à l'habitation: construction nouvelle et transformation nécessitant le recours à un architecte ou ingénieur-conseil, par immeuble et superficie exploitée: < 100 m ² ≥ 100 m ² et < 500 m ² ≥ 500 m ² et < 1.000 m ² ≥ 1.000 m ²	125,- euros 250,- euros 375,- euros 500,- euros
d)	Transformation ne nécessitant pas le recours à un architecte ou ingénieur-conseil	25,- euros
e)	Garage, hangar, dépendance	25,- euros
f)	Toute autre construction/aménagement nécessitant une autorisation de bâtir	25,- euros
g)	Autorisation de morcellement	25,- euros
h)	Certificat année ou début de construction	A
i)	Règlement bâtisses (version papier)	13,- euros
j)	Extrait du PAG (version papier)	A

B. Taxe pour l'introduction d'un PAP

La taxe est fixée comme suit, en prenant en considération une distinction relative à la taille du projet d'aménagement particulier:

PAP < 20 ares	450,- euros
PAP de 20 à 50 ares	600,- euros
PAP > 50 ares	850,- euros

Vote unanime

20. Adaptation du prix de pension du CIPA à Soleuvre.

Le Conseil Communal

décide d'adapter les prix de pension du CIPA comme suit:
à partir du 1^{er} mars 2010:

- chambre individuelle: 2.093,56 €
- chambre double: 3.768,41 €
- lit de vacances: 79,15 €/jour

et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote(s) positif(s): 8	Vote(s) négatif(s): 5	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Hertel René, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert	Diels Johny, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Wietor Gaston	Speck-Braun Patricia

21. Adaptations de diverses taxes relatives à des services offerts par le CIPA.

Le Conseil Communal,

Vu la proposition d'adaptation des taxes relatives à divers services à offrir par le CIPA afin de répondre à la demande des utilisateurs et de diversifier les recettes de la maison;

décide d'approuver les taxes suivantes relatives à des services à proposer par son CIPA:

Type	Montant	Description
Service studio	3,50 euros par jour	pour un service studio par jour
(service de	5,00 euros par jour	pour deux services studio par jour
commodité)	7,00 euros par jour	pour trois services studio par jour
Remboursement des temps d'absence	Remboursement du tarif de la journée alimentaire de 6,- euros par jour à partir du 8 ^{ème} jour d'absence	

et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote(s) positif(s): 8	Vote(s) négatif(s): 5	Abstention(s): 1
Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Hertel René, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert	Diels Johnny, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Wietor Gaston	Speck-Braun Patricia

22. Ajustement du prix des repas sur roues.

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du conseil communal de Sanem du 15 décembre 2008, approuvée par Monsieur le Ministre de l'Intérieur le 26 janvier 2009, fixant le prix des repas sur roues à 7,50 euros ttc par repas:

Considérant qu'entretemps le coût de la vie, les frais de personnel, les frais d'emballage ainsi que les frais de distribution ont augmenté;

Considérant que le prix de revient d'un repas s'élève actuellement à 10,50 euros;

Considérant que pour équilibrer le budget communal, il est nécessaire d'adapter le prix des repas sur roues afin de réduire le résultat négatif de ce servir;

décide d'ajuster le prix des repas sur roues à 8,50 euros ttc par repas

et prie l'autorité supérieure à donner son accord.

Vote unanime

22.a. Approbation d'une convention conclue entre l'Etat représenté par la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle et la Commune de Sanem en matière de mise à disposition temporaire d'un(e) ou de plusieurs éducateurs(trices) et/ou éducateurs(trices) gradué(e)s dans le cadre de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental et de l'article 45 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Vote unanime

BUDGET

23. Approbation du budget rectifié de l'année 2009.

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	41.329.897,32	7.258.347,61
Total des dépenses	36.237.925,36	18.759.121,75
Boni propre à l'exercice	5.091.971,96	
Mali propre à l'exercice		11.500.774,14
Boni du compte 2008	7.216.119,12	
Boni général	12.308.091,08	
Mali général		11.500.774,14
Transfert de l'ordinaire à l'extraordinaire	11.500.774,14	11.500.774,14
Boni présumé à fin 2009	807.316,94	

Vote(s) positif(s): 8

Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Hertel René, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert

Abstention(s): 6

Diels Johny, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia, Wietor Gaston

24. Approbation du budget de l'année 2010.

	Service ordinaire	Service extraordinaire
Total des recettes	40.788.609,89	33.493.193,00
Total des dépenses	37.116.088,80	37.800.695,13
Boni propre à l'exercice	3.672.521,09	
Mali propre à l'exercice		4.307.502,13
Boni du compte 2009	807.316,94	
Boni général	4.479.838,03	
Mali général		4.307.502,13
Transfert de l'ordinaire à l'extraordinaire	4.307.502,13	4.307.502,13
Boni présumé à fin 2010	172.335,90	

Vote(s) positif(s): 8

Asselborn-Bintz Simone, Cecchetti Myriam, Engel Georges, Goelhausen Marco, Hertel René, Piscitelli José, Reuter-Angelsberg Dagmar, Rings Robert

Abstention(s): 6

Diels Johny, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Reuter-Bauler Carine, Speck-Braun Patricia, Wietor Gaston

DIVERS

25. Décision de principe concernant l'introduction d'un ramassage de déchets (sacs bleus) par le biais de la société Valorlux.

Vote unanime

26. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège échevinal.

Pas de règlement d'urgence à confirmer.

27.a. Modification de la composition des commissions consultatives.

1. Commission des jeunes
 - a. démission de Mme Berck-Schockmel Suzi comme membre suppléant (ADR)
 - b. nomination de M. Kies Christian comme membre suppléant (ADR) (53, rue de Limpach – L-4467 Soleuvre)
2. Commission de l'égalité des chances
 - a. démission de Mme. Klein-Masciovecchio Danielle comme membre suppléant (ADR)
 - b. nomination de M. Kies Christian comme membre suppléant (ADR)
3. Commission de l'environnement
 - a. démission de M. Allard Jos comme membre effectif (ADR)
 - b. nomination de M. Wagner Valentin comme membre effectif (ADR)
4. Commission de la culture
 - a. démission de Mme Klein-Masciovecchio Danielle comme membre effectif (ADR)
 - b. nomination de M. Nickels Paul comme membre effectif (ADR)
5. Commission consultative d'intégration
 - a. démission de Mme Klein-Masciovecchio Danielle comme membre suppléant (ADR)
 - a. nomination de M. Piazzalunga Adelio comme membre suppléant (ADR)
6. Commission du troisième âge
 - a. nomination de M. Alain Willet, directeur du CIPA, comme expert permanent

Vote unanime

27. Questions et divers.

Gemeinderatssitzung Sanem vom 18. Dezember 2009

Budget 2010 mit Stimmen der Mehrheit verabschiedet

Auf der Tagesordnung der Gemeinderatssitzung vom 18. Dezember 2009 standen insgesamt 29 Punkte, von denen vor allem die Budgetreden der einzelnen Fraktionen hervorstachen. Dennoch zogen die Anpassung der Wassergebühren und die Erhöhung der Taxen im gemeindeeigenen CIPA (centre intégré pour personnes âgées) die meiste Aufmerksamkeit auf sich

BELES

Bevor Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Sitzung eröffnete, entschuldigte er Gemeinderatsmitglied Nico Schroeder (ADR), der aus beruflichen Gründen an diesem Tag nicht teilnehmen konnte. Danach bat er den Gemeinderat weitere zwei Punkte der Tagesordnung hinzuzufügen. Es ging hierbei um eine Konvention mit dem Schulministerium bezüglich der Lohnrückerstattung der Erzieher/innen und einige Änderungen in den konsultativen Kommissionen.

CSV-Gemeinderätin Nathalie Morgenthaler beantragte im Namen ihrer Fraktion die Vertagung der beiden Punkte betreffend die Wassertaxen. Der Grund dafür sei das Fehlen des diesbezüglichen Rundschreibens des Ministeriums und die mangelnde Zeit um die zugehörigen Dokumente durchzuarbeiten. Jedoch wurde dieser Antrag bei der Abstimmung verworfen.

GEMEINDE WIRD AUCH WEITERHIN DEN NIGHTRIDER-SERVICE ANBIETEN

Die ersten Punkte auf der Tagesordnung beinhalteten acht Immobilientransaktionen.

Unter anderem werden hier kleinere Parzellen in der rue de Hussigny in Beles verkauft, die Gemeinde erhält 36 Zentiar in der rue des Près in Zolwer und tauscht daneben auch noch einige Parzellen in der rue du Knapp in Zolwer.

Nach der Präsentation des Projektes durch die Gemeindearchitektin, stimmten die Gemeinderäte im Rahmen des PAP (projet d'aménagement particulier) dem Bau von sieben Einfamilienhäusern und zwei Residenzen in Sanem auf der place René Biewer zu.

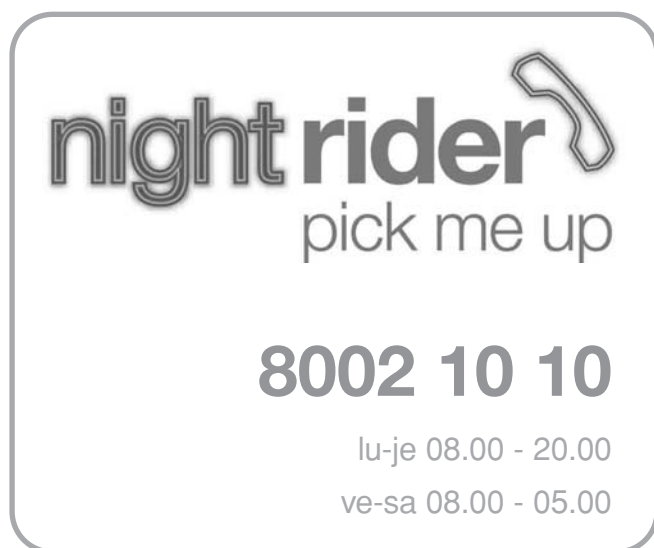


So könnten die zukünftigen Immobilien auf der place René Biewer in Sanem aussehen

Ebenfalls einig war sich der Gemeinderat über die Festlegung der Plätze im „cadre fermé“ für die jeweiligen Beamtenlaufbahnen und über die Umwandlung eines

Krankenpfleger-Postens in einen Hilfspfleger-Posten im gemeindeeigenen Altenheim (CIPA - centre intégré pour personnes âgées).

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) erklärte bei Punkt 13 und 14 der Tagesordnung, die Organisation des Night-Rider-Service für das Jahr 2010. „Seit zwei Jahren bieten wir den Service NightRider des Gemeindesyndikats PRO-SUD an und es hat sich herausgestellt, dass sich dieses Angebot noch immer größter Beliebtheit erfreut.“, so der Schöffe für Mobilität.



Die Gemeinde Sanem hält am NightRider-Angebot fest

Es wurde eine Evaluation des vergangenen Jahres vorgenommen mit der Bilanz, dass es im ersten Semester 2009 652 Fahrten gab, 35 mehr als das Jahr davor. In der gesamten PRO-SUD-Region ist im Vergleich zu 2008 die Zahl an Fahrten um 13 % gesunken und die Zahl an verkauften Karten um 51 %. Die Gemeinde Sanem einzeln betrachtet, sind die Fahrten um 5 % gestiegen und es wurden 26 % weniger Karten verkauft. Dies zeigt, dass weniger Leute eine Karte kaufen, aber dafür öfters vom Angebot profitieren. Im Durchschnitt fahren die Karteninhaber mehr als siebenmal mit dem NightRider. Sanem liegt auf dem zweiten Platz hinter Schiffingen was die Anzahl an Karten betrifft und auf Platz 1 der Fahrten.

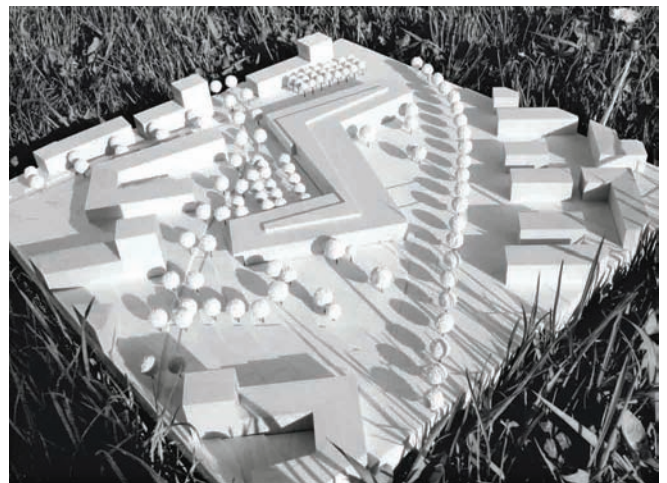
Ab 2010 gibt es interne Veränderungen bezüglich der Abrechnung. Das PRO-SUD-Syndikat hat auf die Tatsache reagiert, dass der Pauschalpreis, den der Busanbieter ausbezahlt bekam, zu hoch liegt in Beziehung zur Gesamtzahl der zurückgelegten Fahrten während eines Jahres. Anstatt eines Pauschalbetrags, der anhand der Einwohnerzahl der teilnehmenden Gemeinden

berechnet wurde, wird nun die reelle Zahl an Fahrten ausbezahlt. Dies bedeutet im Budget, dass ein leichter Rückgang der Kosten zu erkennen sein wird.

Nach diesen Erläuterungen des Schöffen Marco Goelhausen wurden neben der weiteren Teilnahme an dieser Aktion des Syndikats PRO-SUD, auch die Festsetzung des Verkaufspreises einstimmig verabschiedet.

ANGEPASSTER WASSERPREIS UND KANALTAXE GESTIMMT

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte den Gemeinderat über eine Konvention mit der Gemeinde Reckingen/Mess in Bezug auf die Bereitstellung von acht Zimmer im zukünftigen Altenheim (CIPA - centre intégré pour personnes âgées) auf Belval.



Eine Konvention regelt die Zurverfügungstellung von acht Zimmer für die Gemeinde Reckingen/Mess im neuen CIPA auf Belval

„Da es der Gemeinde Reckingen/Mess nicht möglich ist selber ein Altenheim zu errichten, ist deren Schöffenrat an uns herangetreten, mit der Anfrage sich in unserem neuen CIPA einzukaufen.“, so der Bürgermeister. In der Konvention wird festgelegt, dass die Gemeinde Reckingen/Mess acht Betten prioritär reserviert bekommt. Im Gegenzug beteiligt sie sich natürlich an den Kosten, erstens an der ursprünglichen Investition in der Höhe von 8/120 (da 120 Betten) der 20 %, die zu Lasten unserer Gemeinde gehen (der Staat übernimmt bekannterweise 80 %) und zweitens einen Teil der laufenden Kosten, die später anfallen werden, dies prorata der

Belegung ihrer Betten. Diese Konvention läuft für die Dauer von 15 Jahren ab der definitiven Abnahme des Gebäudes und wird automatisch jedes Mal für 5 Jahre verlängert, wenn keine der Beteiligten vorher kündigt. Einstimmig genehmigte der Rat diese Konvention.

Anschließend bewilligten die Gemeinderäte eine finanzielle Unterstützung zugunsten des Tennis Club Beles für die Renovierung der Umkleidekabinen im Clubhaus auf dem Galgenberg.

Bei den nächsten Tagesordnungspunkten ging es um die Anpassungen der Wasser- und Kanaltaxen. Anhand des neuen Wassergesetzes wurde von der Regierung beschlossen, dass die Gemeinden nun einen kosten-deckenden Wasserpreis rechnen müssen.



Wasserpreis steigt

Die Kosten sollen durch eine feste Gebühr pro Zähler und eine variable Gebühr pro Kubikmeter abgedeckt werden. Ab 2010 wird das Wasser 1,92 € pro Kubikmeter und 4,20 € pro Millimeter Durchmesser des Wasserzählers (d.h. 84 € für den kleinsten Zähler) kosten.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) verdeutlichte anhand eines Rechnungsbeispiels, dass diese Berechnung der festen Gebühr, wie das Gesetz es vorsieht, eine Ungerechtigkeit für Einfamilienhäuser gegenüber Häusern und Residenzen mit mehr als vier Einheiten darstellt. Daher schlage der Schöffenrat eine etwas veränderte Staffelung für die feste Gebühr vor.

Taxe fixe	
(diamètre nominal du compteur)	(€ / par compteur / par année)
QN 2,5 (20 mm)	84,00 € ttc
QN 6 (25 mm)	420,00 € ttc
QN 10 (40 mm)	924,00 € ttc
QN 15 (50 mm)	1.344,00 € ttc
QN 40 (80 mm)	2.688,00 € ttc
QN 60 (100 mm)	10.080,00 € ttc
Taxe variable	1,92 € ttc par m ³

So wird in Zukunft der Wasserpreis berechnet werden

Die CSV-Fraktion kündigte im Vorfeld schon an, dass sie sich enthalten würde, da sie sich aus Zeitgründen nicht ausreichend informieren konnte und das dazugehörige Rundschreiben des Innenministeriums verspätet in der Verwaltung ankam und daher im Dossier fehlte.

Auch bei der Abwasser-/Kanaltaxe enthielten sich die CSV-Gemeinderäte. Hier wird die feste Gebühr für den Wasserzähler bei 60 € liegen (der Durchmesser spielt hier keine Rolle) und der Preis pro Kubikmeter kostet 1,65 €.

Nachdem der Bürgermeister nochmals die von der Regierung fast aufgezwungene Preiserhöhung und die Preisrechnungsmethode kritisierte, wurden beide Punkte mit 9 Stimmen und 5 Enthaltungen verabschiedet.

Weiterhin genehmigte der Gemeinderat die Einführung einer „taxe de participation au financement des équipements collectifs“, die Abänderung der „taxe infrastructure“ und die Anpassung des Taxenreglements vom 21. Oktober 2002 bezüglich des Kapitels „construction“.

PREISERHÖHUNGEN IM CIPA SORGT FÜR EINIGE DISKUSSIONEN

Für einigen Diskussionsstoff sorgten die beiden nächsten Punkte. Zum 1. März 2010 wird die Miete im Altenheim in Zolwer um 2,5 %, für Ferienzimmer um 15 %, erhöht.

CSV-Rätin Nathalie Morgenthaler befand im Namen ihrer Fraktion, dass die Erhöhungen unverständlich seien und die Gründe, die für den Preisanstieg genannt wurden, unzureichend seien. Daher könne ihre Partei diesen Punkt auch nicht mitstimmen. Rätin Patricia Speck-Braun (DP) fand die Erklärungen für die Preisanhebung nicht nachvollziehbar und enthielt sich.

Gleichermaßen ging es auch beim Punkt der Preisanpassungen von verschiedenen angebotenen Diensten im CIPA. Unter anderem werden hier die Tarife für den Zimmerservice und der Rückerstattung für Abwesenheitstage erhöht, bzw. geändert.

Wieder drückte die CSV-Fraktion ihren Missmut aus und verdeutlichte, dass die Rechnung für den Zimmerservice in ihren Augen nicht plausibel sei und weitere Erklärungen vom Direktor verlangen würden. Ihr Vorschlag, bei Abwesenheit sollte man wie in einem normalen Wohnhaus die festen Kosten zurückerstatten, wie Miete, Strom, Wasser und Nebenkosten.

Daraufhin entgegnete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), da es schwierig und schon fast unmöglich sei den Tagesverbrauch von jedem einzelnen Bewohner zu berechnen und um unnötige Diskussionen (z.B. einige lassen länger Licht an wie andere) aus dem Weg zu gehen, hat man eine einfachere Rechnung vorgenommen und so einen Pauschalbetrag errechnet. Übrigens werden diese Beträge auch in allen anderen CIPA's des Landes verrechnet.

Nach längeren Diskussionen wurden beide Punkte mit 9 Ja-Stimmen, 5 Gegenstimmen und einer Enthaltung bewilligt.

Einig waren sich die Gemeinderäte beim nächsten Punkt der Tagesordnung. Hierbei wurde der Preis für das „Essen auf Rädern“ wegen steigender Kosten unter anderem für Lebensmittel, Verpackung und Verteilungslogistik von 7,50 € auf 8,50 € angehoben.

Ebenfalls ohne Einwand wurde die Konvention mit dem Schulministerium bezüglich der Lohnrückerstattung der Erzieher/innen gestimmt.

BUDGET 2010 UND ABGEÄNDERTER BUDGET 2009 MIT MEHRHEIT VERABSCHIEDET

Danach kam es zum wohl wichtigsten Punkt auf der heutigen Tagesordnung. Es folgen die Stellungnahmen zum abgeänderten Budget 2009 und zum Budget für das Jahr 2010.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2010

Wéi all Joer fanne mär et bedauerlech dass mär just e puer Deeg hunn tëschent der Präsentatioun vum „wichtigsten Dokument vum Joer“ an dem Vote vun dësem Dokument.

Mär géifen der Majoritéit un d'Häerz leeën an Zukunft de ganze Gemengerot an d'Finanzkommissioun ze ruffe wann de Budget präsentéiert gëtt, sou wéi dat jo well de Fall bei grössere Bauprojeten an der Bautekommissioun ass.

D'Tatsaach dass Kommissiounsmembere viru Gemengerotmembreen iwwert de Budget informéiert ginn an d'Dokument schon am Grapp hunn, ass net glécklech.

Mär sinn eis natierlech bewosst dass d'finanziell Lag vum Stat an dommatt och de Gemengen net ganz roseg ass.

Mär verstinn dann och dass ee muss op verschidde Plaatze spueren, kënnen awer net novollzéien wann de Buergermeeschter sengen Zervisser den pauschalen Optrag gëtt 5 % an hiere Funktionnementskäschten ze spueren.

Mär sinn der Meenung dass ee „bon père de famille“ do scho méi selektiv muss virgoen! Vlächtt kann ee bei verschiddenen Zervisser méi aspueren wéi déi 5 %, sëcherlech ginn et anerer wou et iwwerhaapt net méiglech ass.

Mär wonneren eis allerdings wann am Schoulbudget ë.a. bei der „gymnastique corrective“ a bei der „bibliothèque scolaire“ keen Euro méi virgesinn ass, wou dat dach fir eis 2 wichtig Artikelen sinn.

Mär géifen de Schäfferot dofir opfuedere eng genee Analys vun all sengen Zervisser ze maache fir méi punktuell a selektiv kënnen ze reagéieren.

An deem Kontext muss natierlech grad de Schäfferot mam gudden Beispill virgoen a ka selbstverständlech net seng eeje Jetonen héijen!

Et ass scho schlëmm genuch dass de Buergermeeschter dat extra muss präziséieren.

De Buergermeeschter ass sou houfreg dass zënter 2005 vill investéiert ginn ass a vergläicht dat mat der Legislatur-period vu virdu.

Dobäi vergësst heen awer ze präziséieren dass vill Projetë scho viru senger Zäit ugeduet waren an an d'Weeër geleet gi sinn.

Fir just déi 6 Projeten opzegräifen déi d'Majoritéit onbedingt wëll realiséieren (CIPA Belval, Schoul Belval, Scheierhaff, Pompjeesbau, Boulodrome & Schoul Roude Wee), ënnert dës 6 Projete sinn der konkret scho 5 Stéck viru 2005 an Ugrëff geholl ginn.

Dobäi huet de fréiere Buergermeeschter, Fred Sonnen, och de grouse Verdingscht dass hee bei d'Ministère huart verhandele wuar fir méi héich Subsidien zougesprach ze kréie wéi dat normalerweis de Fall wär.

Nëmmen duerch déi wäitsiichteg Viruarbescht vun der Majoritéit virdu, kënnen haut Projeten um Belval realiséiert ginn déi d'Gemeng soss méi kascht hätten.

Et kann een sech elo net domadder brätze méi z'investéieren a gläichzäiteg Projeten opzielen déi vun der virrechter Majoritéit an d'Wee geleet gi waren a souwisou ëmgesat gi wären soubal et um Belval esouwäit gewierscht wär.

Schoulkomplexer a CIPA si sécherlech déi richteg finanziell Prioritéiten um Belval, mä déi hätten all Politiker esou gesat.

Da kann ee sech och brätze wann ee vill Boni mëcht, mä deen ass jo just zustaane komm, well där bal d'Hallschent vun den extraordinären Ausgaben iwwerhaapt net ausginn hunn (2008 nëmmen 7,2 Milliounen vun 15,5 déi virgesi waren an 2007 nëmmen 9,3 Milliounen vu 17,2).

Well verschidde Projeten duerch de previsiblen Zouwuess vun eiser Gemeng onëmgängelech ginn, hu mär och kee Probleem mat engem ev. Emprunt, och wann domatt d'Prokapp-Verschëldung steijt.

Soulaang et Projetë sinn déi der ganzer Populatioun zegutt kommen an déi der ablécklecher finanzieller Situation ugepasst sinn, mä v.a. awer absolut noutwendeg sinn, soulaang kënnen mär déi och matdroen.

Mär hunn allerdings mat 2 Projetë ee Probleem, d'Nathalie wäert deen herno erklären.

Hei e puer Punkten aus dem Budget zu deene mär eng Bemierkung wëllte maachen resp. eis Froe stellen:

Beim Budgetartikel iwwert de Verkaf vun de „repas sur roues“ steet nach ëmmer ee Präis vu 7,5 € pro lessen a mär hunn awer elo grad 8,5 € gestëmmt.

Bei der Partizipatioun vun der Reckener Gemeng steet am Budget just eng Unzuel vu 6 Better, déi a 4 Tranche bezuelt ginn.

Dobäi hu mär haut eng Conventioun gestëmmt wou Recken 8 Better kritt déi an 3 Tranche bezuelt ginn.

Mär wonneren eis dass bei de „relations publiques“ ee Betrag vu 40 000 € dobäi komm ass.

Hoffentlech ass deen dann net fir ee Blat ze drécken dat un all Haushalt geet a wou op een Evenement invitéiert gëtt wat schon 2 Wochen eriwuer ass.

Sou wuar beim lëschte Informationsblatt eng Invitatioun op de Wanterfeeling, de 14. November, mä dës Blat wuar eréicht am Dezember an de Bréifkëschen.

Da fannen mär verschidden Etüden erëm wou mär entweder kee Suivi dovu kréien resp. mär ni eppes dovu gewuer ginn (étude revalorisation/extension zones artisanales).

Sou wuar z.B. een Devis fir eng stolz Zomm vun 31 000 € fir ee Workshop iwwert de Gaalgebierg virgesinn.

Do ass eises Wëssens no ni eppes Konkretes drop erfollegt.

Eng luewenswäert Initiativ ass déi vum „Masterplan barrierefreies Bauen und Planen“. Mär hoffen dass et net nëmmen bei deem Workshop bleift, mä mär fäerten awer schon dass et esou ass, well dës Joer guer keng Sue fir dee Beräich virgesi sinn.



CARINE REUTER-BAULER

Zu de Stroossenuarbechte wéilte mär folgendes soen:

D'Cité Fénkelbiereg ass net wierklech eppes wat déi aktuell Majoritéit geplangt hat, vill méi wuar et eng Noutwendegkeet ginn duerch den ale Waasser- a Kanaliséseau.

D'Sudgaz an d'Post wuaren och direkt interesséiert do mat eranzeklammen an esou ass de Fénkelbiereg op der Stroosseprioritéitelëscht mol einfach e puer Plaatze geklommen.

Bei der Rue des Alliés ass eiser Meenung no eng grouss Chance verpasst gi vill Suen ze spueren.

Déi fréier Majoritéit hat neemlech schon europäesch Gelder duerch de Projet FEDER zougesprach kritt.

D'Iddi an d'Pläng wuaren déi d'Rue des Alliés mat engem ganz neie Duerfkär ze gestalten, mä doduerch dass déi jëtzeg Majoritéit viru 4 Joer de Projet net ugaangen ass, sinn déi Suen duerch d'Päif a mär müssen erëm vu vir ufänken.

Lo fällt de Projet méi kleng aus, d'Strooss gëtt zwuar frëschgemat, mä Bieles kritt nach ëmmer keen neien Duerfkär.

An dobäi ass an der Schäfferotserklärung d'Revitaliséierung vun eisen Duerfkären awer ugekënnegt ginn.

An elo zu eiser sozialer Oder:

De Buergermeeschter huet gesot d'Majoritéit misst sech «virun allem och Gedanke maachen iwwert all déi Leit déi keng Uarbechtsplaz hunn oder keng méi hunn» an zitëiert an deem Kontext dass d'Gemeng am CIGL an an der RMG Equipe 25,5 Leit beschäftegt.

Mär fannen awer dass dës Gedanke bei wäitem nach net duerginn.

Och wann d'Gemeng verschidden Hëllef ubidd, sou misst déi sozial Roll vun der Gemeng nach méi wäitgräifend sinn.

Mär denken do z.B. u méi bëlleg Tariffer fir Chômeuren a Leit déi sech net esou guet stinn fir u Kuren, déi vun der Gemeng ugebuede ginn, deelzehuelen.

Mär fuederen do méi eng transparent Informationspolitik wou de Bierger vun Ufank un dee bëllegen Tariff kennt anstatt dass heen als éischt muss op den Uarmebüro sech ëmfroe goen.

Mär fäerten neemlech dass vill Leit hier Méiglechkeete gehollef ze kréien guer net kennen an nom aktuelle System sech scheien op den Uarmebüro froen ze goen an da vu ville Moossnahmen ausgeschloss bleiwen.

An dobäi hutt där an der Schäfferotserklärung virgesinn, an ech zitëieren: „Anpassung der sozialen Dienstleistungen an gegenwärtige und künftige Bedürfnisse der Bevölkerung“.

Ausserdeem huet déi aktuell Majoritéit och nach ëmmer näischt an de soziale Wunnéngsbau investéiert.

Et ass net fir d'1. dass mär heidrop hiweisen.

Zënter ärem Amstuntrëtt ass nach guer näischt an deem Beräich geschitt!

An dat wär awer och eng Moossnahm mat där een engem finanziell méi schlecht Bemëttelte kéint hëllef an entgéintkommen.

Déi Zomm déi mär 2009 an 2010 vum Pacte logement kréie gëtt integral an d'Sportshal Scheierhaff gestach.

Mär hätten natierlech léiwer gesi wann een Deel vun de Suen och eng méi sozial Verwendung fonnt hätt.

Lo gi ronn 466 000 € grad an déi Hal gestach hannert där mär net stinn.

Déi Suen hätten awer, grad an dëse schwierigen Zäiten, eiser Meenung no, net all an een eenzege Projet gestach solle ginn.

Mär fannen dass een Deel dozou benotzt hätt solle gi fir ville Leit déi finanziell Schwierigkeeten hunn op anere Plätzen ze hëllef.

De Schäfferot schéngt léiwer méi visibel Resultater wëllen ze präsentéieren.

D'Leit gesinn natierlech éischter eng Sportshal do stoe wéi dass se herno matkréien dass ee Chômeur eng Hëllef kritt huet.

Mä mär definéieren eng Solidargemeinschaft wuel ënnerschiddlech.

An elo zu eisen Dadaen:

Eisen Haaptprobleem, an dee kennt där schon, dat ass d'Sportshal Scheierhaff.

Manner d'Sportshal selwer, mä d'Ausmoosse vun der Hal déi soll dobäikommen.

Den aktuelle Projet ass fir eis net "indispensable" fir de Buergermeeschter mam Inneminister senge Wieder ze zitëieren.

Där wësst jo dass mär selbstverständlech och fir den Ëmbau vun der Sportshal wuaren, mä de Plang vun der virechter Majoritéit hat sech éischter op dat Noutwendeg an Nätzlech konzentréiert.

Wär eise Projet deemools direkt realiséiert ginn anstatt d'Pläng nei z'iwwerschaffen an d'Planung an d'Längt ze zéien, dann hätte mär vill Sue kënne spueren, déi eis haut zegutt kéimen an d'Hal kéint scho bal ageweit ginn amplaz dass mär elo eréicht um Punkt si fir d'Ausschreibungen ze maachen.

Wa mär scho vun „indispensable, nécessaire & utile“ schwätzen, da géife mär och gären erëm d'Maison relais an der Rue de France opgräifen.

„Indispensable“ ass eng Maison relais zu Bieles doudsécher, do si mär eis all eens, mä fir eis ass a bleift se onglécklech op dëser Platz.

An elo ass dann och eng Passerelle iwwert d'Eisebunn geplangt déi fir 2010 mol eréicht mat 400 000 € agesat ass an doudsécher herno nach méi deier ausfällt.

Ass déi dann an der ablécklecher finanzieller Situatioun wierklech eng noutwendeg Ausgab?

Oder gëtt se just esou séier realiséiert well op där anerer Säit eng Maison relais hikënnt?

Momentan wär déi Passerelle an eisen Ae wëschenswäert, elleng scho wéinst dem Battingshaus, mä an dësen Zäite keng absolut Prioritéit.

En plus, soll déi aktuell Trass vun der Eisebunn fréier oder spéider dach souwisou suppriméiert ginn.

Deen Ament géif déi Passerelle hifälleg ginn an där kéint no enger anerer, vläicht méi bëlleger Léisung sichen.

De Buergermeeschter erklärt eis dacks dass heen net versteet wéi mär als Oppositioun géint ee Budget kënne stëmmen, obwuel mär d'Majoritéit vun de Projeten awer schlussendlech matdroen.

Ma ganz einfach, Här Buergermeeschter! Stellt Äech vir Där stift an engem Buttek an Där gesidd een Artikel deen Äech ganz gutt gefält.

Et ass op den 1. Bléck alles perfekt drunn, d'Form, d'Gréisst an d'Fuarf gefallen Äech. Mä dono kuckt Där op d'Präischëld.

A wann Där éierlech sidd, den Artikel kann nach esou perfekt sinn, wann de Präis net äre Virstellungen entsprécht, dann huet Där deen Artikel och net mat!

Fir eis ass de Präis am Budget 2010 gläichzesetze mat deenen eenzelne Projeten mat deene mär net averstane sinn an och mat verschiddene Prioritéiten déi mär anescht gesat hätten.

An dofir, Här Buergermeeschter, kënne mär och de Gesamtpak net matstëmmen.

Nathalie MORGENTHALER

DEI GRENG-STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2010

Léif Kolleginnen a Kollegen,

Am Numm vun der Grénger Fraktioun well ech genee wéi schon déi lëscht Joren, nees als alleréisch emol dem Schäfferot, der Finanzkommissioun mat sengem President, an dem Personal aus der Gemeng, d.h. de Leit aus dem Service financier an dem Sekretär mat senge Leit, e grouse Merci soen fir déi vill Aarbecht déi si sech all Joer fir de Budget maachen.

Dëst Joer allerdéngs gëtt meng Ried e bessi eng aner wéi all déi aner Joeren, wou ech ëmmer just op ee Volet vun eisem Budget agaange sin.

Ech wëll dëst Joer op de Prinzip vun engem, an eisen Aen, virsichtegen awer gläichzäiteg och couragéierte Budget agoen. E Budget an deem genuch Raum a Plaz bleift fir all déi Projeten weider ze driwwen, déi mär schon ugekuerbelt hunn, e Budget an deem awer och Raum a Plaz bleift fir op oekologesch a biologesch



Kritären uecht ze ginn, an virun allem och e Budget deen an d'Zukunft kuckt, a fir déi nächst Generatiounen eng Rei nei Projeten op d'Schinn setzt.

1. Als éischt wäert ech awer déi ugefaangen Projeten ernimmen:

- **D'Suessemer Schoul** muss nach ausgebaut ginn fir kënnen e Lift anzebauen fir d'personnes à mobilité réduite an da kommen och nach e puer kleng Säll dobäi fir dat d'Enseignanten kënnen hiren Unterricht no der neier loi scolaire nach méi performant ofhalen.
- **D'Schoul Roude Wee**, déi mär amgaangen si komplett ze renovéieren. Dat wäert awer sécherlech och nach e bessi daueren bis déi ganz fäerdeg ass, vu dat mär nëmme schrittweis kënnen virgoen ouni de Schoulbetrib zevill ze stéieren. Och an dëser Schoul hu mer no der Renovatioun e Gebei dat souwuel den neiste schouleschen wéi och energeteschen Critären entsprécht.
- **De CIPA**, wou net méi spéit wéi d'läscht Woch de „coup de pelle“ gemeet ginn ass. Och hei ass e Projet dee net wäert fäerdeg ginn d'nächst Joer, awer 2011-2012. Mee 2010 gëtt awer de Réibau gebaut. Och hei sinn déi oekologesch Kritären net vergiess ginn (Isolatioun; Fënsteren; Urinoiren ouni Waasser, fir der just e puer ze nennen).
- **De Boulodrome**, wou am Januar den offizielle „coup de pelle“ wäert sinn, a wou mär drop geuecht hunn dat en och soll gudd isoléiert ginn, en plus besteet d'Méiglechkeet an enger zweeter Phase Solarpannoen op den Daach ze setzen.
- **De Pompjeesbau**, deen e wichtige Meilesteen am Rettungswiesen an eiser Gemeng duerstellt, well mer hei all d'Eischt Hëllef Servicer zesummeleeën, huet demaréiert. Dëse Projet, deen an enker Zesummenaarbecht mat de Responsablen vu Protex a Pompjeeën entwéckelt ginn ass, an deen och energeteschen Critère Rechnung dréit, ass fir eng Gemeng vun eiser Gréisst eng entscheidend Etappe an enger Politik, déi eis fir déi nächst Jorzéngten en performanten Sécherheetsdéngscht wäert garantéieren.
- Vill Sue ginn och weiderhin an d'Instandsetzung vun eisen ënnerierdeschen Versuerungsnetzer investéiert, woubäi dann och gläichzäiteg de Stroossebelag kann erneiert ginn, wéi dat um Beispill vum Fënkelpierg de Fall ass. Déi selwecht Wichtigkeet huet fir eis awer och den Ausbau vum Velosnetz,

souwéi dat de Fall woar bei der Velospist tëscht dem Tappewee an Eileréng, ee séchere Wee dee ganz vill vun Foussgänger, Joggeren a Velosfuierer genotzt gëtt.

2. An elo zu deene ganz neie Projeten:

- **D'Schoul um Belval**. Hei si mär am gaangen eng komplett nei Schoul ze plangen. Doniewt soll och eng Kantine mat enger Maison relais an engem Sportskomplex kommen, sou dat alles beieneen a mateneen kann funktionéieren. Dee ganze Komplex wäert wuel an verschidde Phase gebaut ginn, engersäits aus finanziellen Ursaachen, virun allem awer och well de Wunnéngsbau méi lues virugeet wéi Ufanks geduet. Op jidde Fall hu mer hei eng grouss Flexibilitéit virgesinn, sou datt all Angeboter kënnen ugebuede ginn, och wann net all 4 Gebeier matenee gebaut wäerte ginn.
- **D'Maison relais an der rue de France**. Hei gëtt en Haus ëmgebaut fir kënnen nei Strukturen fir d'Maison Relais ze schafen. Dëse Volet soll a muss stänneg erweidert gin fir kënnen de schaffenden Elteren an de Kanner gerecht ze ginn, déi deelweis geziilt an eis Gemeng wunne kommen, well se wëssen, dat mär ganz performant Betreuungsstrukturen ubidde kënnen. Et ass wichteg, datt mer dat och an Zukunft garantéieren kënnen.
- Um Scheierhaff de **complexe sportif**, deen zum Deel komplett nei gebaut gëtt. An dësem Projet gëtt endlech Raum geschafen fir eisen Turnveräin an eng nei Schwämm. Dëst natiirlech och esouwäit et méiglech ass mat deenen neisten Technologien fir Energie ze spueren. Fir eis bleift awer och eng Prioritéit, datt mer déi bestehend Sportshal an enger 2. Phase gudd isoléieren, sou datt mer do och vill Energiekäschten an Zukunft spueren kënnen.
- **D'Hal fir d'Verainer** zu Bieles. Hei wëlle mär eise Veräiner, déi eng wichteg Aufgab am Sozialliewen vun eiser Gemeng spillen, d'Méiglechkeet bidden fir hier Materialien ënner ze stellen.
- **Projet kannerfrëndlech Schoulhaff**. Och heifir sin am Budget Suen virgesinn, fir kënnen lues a lues sämtlech Schoulhaff vill méi kannerfrëndlech ze gestalten. D'Zäit vun de macadamiséierten Schoulhaff ass sécherlech eriwuer an dat as och gudd esou. An esou engem ëmgestallenen Schoulhaff as Plaz fir all d'Kanner, well déi eng wëllen rolzen, déi aner hätte gärten hier Rou, déi drëtt Grupp wëll sech kräatif beschäftegen an nach anerer spillen gärten mam Ball. Dat alles soll Plaz a Raum kréien.

- **Pistes cyclables.** Fir eis als Gréng behält d'mobilité douce eng ganz grouss Prioritéit. Dofir sinn am Budget Sue virgesinn fir de Projet vun eise Velosweeër ze erweideren (Bieles- Uewerkuer an zu Suessem), mee och eis Spazierweeër sollen dobäi net ze kuerz kommen. Wou och ëmmer nach eng Bänk oder eng Poubelle muss opgestallt gin, gëtt dat och gemeet. Ganz wichteg bleift awer och d'Sécherheet vun de Foussgänger am innerörtleche Verkéier.
- Energie solaire. Et sinn awer och nach Suen virgesinn fir Solaranlagen kënnen opzeriichten. Do ginn et zwee Projeten déi sech am Moment gudd fir gienge eegenen an zwar den CIPA an de Boulodrome.

Ech kommen elo zum Schluss vu menger Ried:

D'läscht Joer hunn ech bemierkt dat de Budget vun deenen nächste Joern e Budget géif ginn an deem mär vill dépenses extraordinaires hätten well mär eng Gemeng sinn déi wiisst an expandéiert. Wa mär wëlle weiderwuessen, dann ass et ganz normal dat mär och nei Gebaier musse bauen, sief dat Schoulen, Maison relais'en oder Sportinfrastrukturen. Da muss awer och ëmmer Plaz am Budget si fir déi neisten spuerend Technologien anzesetzen, fir Energie ze spueren, respektiv ëmweltschounend ze produzéieren resp fir gesond Ernährung z.B an de maison relaisen ze suergen. Déi zwee éischt Punkten hëllefen op laang Sicht der Gemeng Suen am Budget Ordinaire ze spueren, well d'Heizkäschtchen an och d'Elektreschkäschtchen erof ginn. En plus ass et fir eis Gréng an Zäiten vum Klimawandel en absoluten Must dat eng Gemeng mam gudden Beispill virgeet wat d'Nohaltegkeet ugeet.

Mee et ass awer net esou, dat mär elo blannemännchen d'Suen ausginn, mär setzen eis Prioritéiten, mee mär bleiwen virsichteg, vu dat mär jo all wëssen, dat mär momentan voll an der Krisis stiechen.

Vu dat dotation de l'état vill méi geréng ausfällt an och an Zukunft ausfale wäert, musse mär dëst Joer virraus-sichtlech en Emprunt man vun 11 Mio €. Mä si frou dat mär esou gudd konnten haushalten, dat mär vun deem Emprunt vun 10 Mio deen 2002 accordéiert ginn ass, der nach 5 net geholl hunn. Eis Schold bedréit momentan eng 7 Mio €, wat eng Pro Kapp Verschëldung vun 488 € ausmécht. Zum Verglach: Péiteng huet eng Schold vun 28 Mio an Schëffleng eng vun 32 Mio. Wa mär elo déi 11 Mio léine ginn, da komme mär op en Total vun 17 Mio an eng Pro Kapp Verschëldung vun 1.161 €, wat nach ëmmer gudd ze verkraften ass.

An eisen Aen ass dëse Budget e Budget an deem mär als Gemeng déi néideg Virsicht walte loosse, awer an engems och wichteg Akzenter setzen. All eis grouss Investitiounen sinn der fir déi nächste Jorzingten, also fir déi nächste Generatiounen an dobäi versiche mer gläichzäiteg deene Generatiounen keng ze grouss Schold ze hannerloossen. Déi richteg Akzenter aus de läschte Joren gin weidergefouert, et gëtt an nei grouss Projeten fir d'Zukunft investéiert, a mär passe gläichzäiteg drop op, dat mer déi finanziell Effort'en meeschtere kënnen, dofir wäerte mär Gréng de Budget natierlech stëmmen.

Myriam Cecchetti
Fir Déi Gréng Gemeng Suessem

DP-STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2010

Här Buergermeeschter, dir Damen an dir Hären aus dem Schaffen- a Gemengerot.

Am Virfeld wëll ech der ganzer Equipe hei am Haus an dem Service Technique e grouss Merci ausdrécken fir déi vill Aarbecht déi sie während dem ganzen Joer geleescht hun an och speziell deenen déi un der Opstellung vum Budget 2010 bedeelegt waren.

Als DP begrësse Mä déi massiv Zommen déi an de Bau vun CIPA a Schoul op Belval investéiert ginn. Och stiecht der vill Suen an d'Färdegstellung vum Interventionszenter, Erweiterung vum Sportkomplex um Scheierhaff, den Ausbau vum Boulodrome am Metzlerlach, d'Schoul am Roudewee, d'Maison Relais an der rue de France zou Bieles.

Am Budget gesi mer, dass no jorelaangem hin an hir och elo endlech rue des Alliés erneiert gëtt.

Am Ganzen gitt Dir am nächste Joer 75 Milliounen (Ordinaire + Extraordinäre Budget) aus.

Et wor schonns vrun méi ewéi 15 Joer versprach ginn, d'Escher Strooss zu Eilereng, déi jo awer an engem wierklech desolaten a geféierlechen Zoustand ass, komplett ze erneieren.

Wou d'Beem um Rand vu der vill befuerener Strooss am Laf vum Joer eweg geseet gi sinn, hunn Mä an engem Uflug vun Naivitéit dann och tatsächlech gegleewt,

Där géift äert Versprechen aléisen. Ganz stolz hu mer den Devis vun 999.000 Euro matgedrô a mussen elo mat Enttäuschung feststelle dass am Budget 2010 – 0 - Euro firgesin sin. An der leschter Finanzkommission si mer schlussendlech ob de Buedem vun den Tatsaachen zrëck geholl ginn.

Ass dat sënnvoll, wann Ponts & Chaussées d'Strooss ernéiert, Sudgaz, Post a Stroumnetz sech mat dru bedeelegen a mär nët vun der Situatioun profitéieren fir d'Waasser- a Kanalinfrastrukturen an engems fresch ze machen? Oder ass et besser an 2 – 3 Joer nees vu fir un zefänken?

Am Budget 2010 ass Mär weiderhin opgefall:

Op der Säit 133 stinn eemol 50.000 Euro fir d'Erneuerung vun der Waasserleitung an der Lampecherstrooss Direktioun Suessem an Säit 134 nach 150.000 Euro fir d'Installatioun vun Solarenergie Elementer. Beid stoungen schons am Budget 2009 dran, allerdengs ass hei nach näischt geschidd.

Dat Selwecht géllt fir 270.000 Euro vun Säit 143 an 50.000 Euro Säit 144, déi an de Réseau Pistes Cyclables sollen investéiert ginn. Op der Säit 145 stin 400.000 Euro fir de Bau vun enger Passerelle vum Battingshaus an der rue de France eriwier bei de Bieleser Kierfeg, leit do schons eng Genehmegung vun der CFL vir, fir dësen Iwergang ze realiséieren. Enner anerem sin 50.000 Euro fir de Réaménagement vum Roude Wee tëschent der Feld- an der Escherstrooss zu Bieles virgesin. Weider 50.000 Euro sollen an d'Industriestrooss zu Suessem gestach ginn.

Et gétt wuel vill investéiert um Belval. Et dærf een awer nët vergiessen, dass de Staat de Gros vun dësen Investitioune dréiht.

Wee weess wat eis Gemeng nach alles geschenkt kritt, wëll se sech jo bereet erkläert huet, d'Maison d'Arrêt op hirem Territoire bauen ze loossen. Et freet een sech allerdéngs, wou déi 20 Milliounen déi d'Gemeng kritt huet fir de Prisong, genau opgebraucht ginn. Am Budget fënnt een jiddefalls keng Spur dervun. Mär hun dat matgedrô, wëllen awer och vum Suivi informéiert gin. Wann se a Form vu Subsidien kommen, da missten se allerdéngs kloer am Budget eraus kristalliséiert ginn.

De Budget 2010 ass ewéi ëmmer e Wonsch Katalog un deen een nët gebonnen ass!!!

A virun allem feelt et u Wäitsicht. Et gétt erëm als rengen Gestionnaire geschafft, ouni d'Problemer hollistesch (integral vernetzt) unzegoen.

D'Prognosen wäerten wuel erëm eng Kéier nët agehalen ginn.

Mär als DP stëmmen de Budget dofir och nët mat.

Patricia SPECK-BRAUN
Gemegeconseillère

LSAP-STELLUNGNAHM ZUM BUDGET 2010

Häer Buergermeeschter, Dir Häeren Schächten, Kollegen a Kolleginnen.

Et ass fir mech eng Première, nodeems eise Fraktiounssprecher, de José Piscitelli, jo lo Schächten ass, fir äerch am Numm vu menger Partei d'Stellungnahm zum Budget ze präsentéieren.

Als éicht well ech awer net mëssen dem Schächterot ze félicitéieren fir d'Opstellen an d'Présentatioun vun dësem Budget a selbstverständlech ginn eis Félicitatiounen un all Beamten a Beamtinnen aus allen Services déi wéi ëmmer sech ganz vill Aarbecht gemat hunn beim Zesummesetzen vun deem Budget, d'Comptabilitéit, d'Sekretariat fir nemmen déi ze nennen.

Wou sti mer wouhi gi mer, sou huet de Buergermeeschter seng Budgetsried ugefaang an ech mengen, dass dat de Käerpunkt vun all Handeln als Gemengepapp oder -mamm ass an dat ganz am Sënn vu senger Bierger.

Weider huet de Georges Engel eng Reihenfolleg opgesat an dæer en Prioritéit vun den Investissementer wollt festleeën: l'indispensable, le nécessaire et l'utile.

Wat lo fir deen een indispensable an nützlich ass, ass fir deen aneren eppes anescht. Dat ass kloer. Mee ech mengen dass et fäerdeg bruet ginn ass an deem Budget ganz vill Akzenter ze setzen wéi mer et weider errechen op eng raisonabel an efficace Manéier eis Gemeng ze verwalten.

De Budget 2010 ass jo, soe mer mol, e Monsterbudget mat ronn 38.000.000 € Ausgaben am extraordinairen an och nach emol eng Ronn 37.000.000 € am ordinären Deel.

Ech wollt hei op déi Ausgaben agoen ,déi speziell fir Kultur, Fräizäit an de „cultes“ agesaat gi sinn.

Lo kënn de mer soen, ok, dat ass vläit weder indispen-sabel, nach nützlich, nach wirklech noutwänneg, mee wa 17 % vun allen Ausgaben am extraordinäre Budget fir Kultur a Sport a Veräiner firgesi sinn, ass dat en décke Batz.

An Zuelen mecht dat 1.562.943 € am ordinären an 6.566.435 € am extraordinaire Deel. Am Verglach: fir 2009 stungen 3.116.000 € am extraordinären Budget.

Wann ech elo de Bau vum Boulodrome an den Ausbau vum CORKS, der Sportshal also mat den Alentouren ewechhuelen, wat grouss Ausgabe sinn, hu mer nach emmer ganz vill Projets am Budget, déi eist kulturelt a sozialt Liewen an der Gemeng verbessere sollen.

Et gett an d'Gebäier investéiert wéi z.Bsp:

- e Lift an d'Suessemer Hal,
- am Centre culturel am Metzlerlach gett d'Corneche ersat,

Déi sportlech Infrastrukturen ginn selbstverständlech och ënnerhal: Am Ganzen ginn 1,14 Milliounen an d'Sports-infrastrukturen zu Suessem investéiert.

Weider gett beim Kierfecht zu Bieles eng Hal gebaut déi prioritär fir d'Veräiner wäert sinn. Wann ech dann lo nach am ordinaire Budget all déi Ausgaben huelen, déi mer all Joers hunn fir eis Veräiner an hier Subsidien, Subventiounen fir Muséksstudien fir Jonker, fir déi Fest-lechkeeten an der Gemeng (sief dat national Féierdag oder ambiance jardins) an och fir déi normal Ausgaben wat den Entretien vun de Säll ubelaangt asw stelle mer fest dass fir eis Gemeng dat kulturelt, sportlecht a sozialt Liewen eng Prioritéit ass, eng ënner villen aneren. „Kultur ist auf der umfassendsten Ebene die Gesamtheit des vom Menschen Geschaffenen. Dies schließt einerseits physische Dinge, wie Werkzeuge, Gebäude, Kunstwerke ein, aber auch die durch den Menschen hervorgerufene Veränderung der Natur, also die so genannten „Kulturlandschaften“, die geistigen Hervorbringungen der Menschheit wie Schrift und Kunst sowie die sozialen Organisationsformen, in denen die Menschen zusammenleben.“ (wikipedia.org)

Et ass also enorm wichteg dass mer **an d'Menschen investéieren** an dat wat se schaffen a schafen, well ouni dat menschlecht Kapital, déi Ressources humaines, déi

mer brauchen ass et net méiglech, eng gesont a liewens-wäert Gesellschaft opzebauen oder eben ze erhalen. An deem Senn investéiert Gemeng Suessem och am Joer 2010 an och grad a méi schwéieren Zäiten a seng Bierger. Et gett ëmmer erëm probéiert Bestehendes mat Neiem ze verbannen an dat op Grond vu villen Investor an d'Léit, an d'Bierger.

Wichteg ass et, dass mer eise Bierger en agreabelt Wunnen an der Suessemer Gemeng erlaben an dat bringe mer nemme fäerdeg mat konkreten Investisse-menter an Zukunft.

Investissementer déi net aus der Loft gegraff sinn, mä ganz bewusst agesat ginn, och wann doduerch mol hei-ansdo eppes anecht ze kuerz kënn.

Dat agréabelt Wunnen soll fir jidder eenzelnen garan-téiert ginn, ob jonk oder al, Fra oder Mann.

Mäer hunn an der Vergangenheet eng ganz Rëtsch Projets ugaangen a wäerten déi och weiderféieren, ech denke lo besonnech un all déi **sozial Arichtungen** déi et derwäert maachen an eiser Gemeng op eng flott an agréabel Manéier ze wunnen. Eis Maison relais, wou enorm vill Kanner betrëit ginn an déi nach ëmmer aus-gebaut gëtt; an eiser Grondschoul mat der Schouléquipe, dem Service vum SLD, (specific learning differences) déi sech speziell de Kanner mat Lernschwiergekeeten unhëlt, dem Service RASE, deen de Joint maache soll fir eng optimal Betréiung tëschent den Akteuren oder och dem relativ neien Service vun der Hausaufgabenhëllef, wou Kanner och geléiert ginn ze léieren.

Dat alles ass en Invest an d'Zukunft, e gudden Invest.

Wat mäer als Fraktioun och ennerstëtzen ass **d'Schafen vun Aarbechtsplazen**, zum Beispill an eiser eegener Kichen an de Maison relais, wou net wéi soss anerwärts vu grouss Firmen alles fäerdeg geliwwert gëtt, mä frësch zoubereet gëtt. Dofir brauch ee Léit a Geld.

Et ginn och Léierbouwen a -meedecheer agestellt, zum Bei-spill an der Schwämm oder an de verschiddenen Servicer vun der Administratioun, och dat ass e wichteg Bäitrag.

Natierlech ass de fait, dass mäer (nach ëmmer) eisen eegenen CIPA hunn an do lo och wéi gewosst um Belval e néit Haus bauen eng wichteg sozial Arichtung wou mer och ganz vill Aarbechtsplaze schafen an eisen eele-ren Matbierger en agreabelt Wunnen an eiser Gemeng erlaben.

D'Gemeng Suessem investéiert an d'Liewensqualitéit an dat ennerstëtze mäer voll a ganz.

Gemeng Suessem ass eng modern Gemeng, eng Gemeng déi an de läschte Joren net mitt gëtt sech ze entwëckelen an ze expandéieren. Mäer hunn et awer och fäerdeg bruet eis ze positionnéieren; mäer hu wëlles a mäer sinn um beschte Wee eng wichteg Roll am Süeden ze spillen, net nemmen um Plang vun der Awunnerzuel, mä och um Plang vun all eisen Aktivitéiten an Arichtungen déi mer an der Gemeng Suessem hunn a nach wäerte kréien. Suessem ass guut virbereet fir den nächsten Erausforderungen stand ze halen an mat deem Budget leeschte mer e groussen Deel dozou bäi. Mat enger finanziell vorsichtiger Planung an awer och enger reeller Visioun an Zukunft kënne mer dat fäerdeg bringen.

Aus dese Grënn wäerte mäer als LSAP selbstverständlech de Budget stëmmen.

Ech soen äerch Merci fir d'Nolauschteren

Fir d'LSAP
Simone Asselborn-Bintz

Nachdem Bürgermeister Georges Engel (LSAP) und seine Kollegen Schöffe Robert Rings (Déi Gréng) und Schöffe Jos Piscitelli (LSAP) Stellung zu einigen Aussagen der Oppositionsparteien nahmen, wurden die beiden Budget-Punkte mit den Mehrheitsstimmen verabschiedet.

Einstimmigkeit herrschte dagegen bei der Entscheidung dem VALORLUX-Mülleinsamlungssystem beizutreten. Schöffe Robert Rings (Déi Gréng) bemerkte noch, dass es aber nicht nur Argumente dafür gäbe. Man müsse sich auch die Frage stellen betreffend des Energieverbrauchs, das mit diesem System zusammenhängt, und ob nicht das Umweltbewusstsein der Leute dadurch verringert werden könnte, da es ihnen einfacher gemacht werde. Aber im Großen und Ganzen sei das Valorlux-System positiv zu betrachten. Auch Déi Gréng-Rätin Myriam Cecchetti betonte als Präsidentin der Umweltkommission, dass dieses System seine Vorteile habe, dass es aber noch immer besser sei Müll zu vermeiden und man müsse das Umweltbewusstsein der Leute weiterhin antreiben.

Nachdem noch einige Änderungen der Zusammensetzung in den konsultativen Kommissionen abgesegnet wurden, schloss Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die Sitzung ab.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM PUNKT 20:

Tarif chambre de vacances

Den Här Willet ass der Meenung dass de Präis vun engem Vakanzebett misst 15 % méi héich leien wéi dee vun engem Studio vun deenen anere Pensionäre.

Wéi kënnt heen op déi 15 %?

Hee misst eis déi dach kënne mat geneeëm Zuelematerial argumentéieren.

Hee seet eis just dass déi Kummeren ë.a. mat Miwwel a gratis Televisioun verlount ginn.

Esou eng pauschal Erklärung geet eis awer net duer!

Mär sinn als CSV och net domatt averstane, wann als Argument de Méiopwand vum Botzen an Entretien ugefouert gëtt.

Dat kléngt jo awer wierklech esou wéi wann déi aner Zëmmeren normalerweis net esou propper, net esou am Fong géife gebotzt ginn.

Den ugebuedenen Zerwiss am CIPA misst fir all Mënsch dee Selwechte sinn, ob et sech elo ëm ee Vakanzen-openthalt handelt oder ee stationären.

Sou gëtt och gesot dass de Präis aktuell bei 67,15 € géif leien, dobäi steet am Kapitel uewendriwwer de Präis wär ab dem 1. September 2009 schon 72,10 €.

Aus all deene Grënn kënne mär dese Punkt op kee Fall matstëmmen.

Proposition de décision pour le 18 décembre 2009

Den Här Willet huet ausgerechent dass ee Vakanzebett mat engem Surplus vu 15 % ab dem 1. März 2009 géif 81,4 € kaschten.

An deem Kapitel schreift heen awer elo et géif vum 1. März 2010 un 79,15 € kaschten an dat obwuel de Schäfferot eng Präiserhéijung wëll maache fir d'Negativresultat vum CIPA ze drécken.

A schon erëm eng Inkohärenz tëschent den Zuelen déi mär presentéiert kréien!

All déi Upassungen an dësem Kapitel sinn d'Folleg vun enger Adaptatioun un den Index deen am März 2009 erfall ass.

Well mär awer schon déi Erhéijunge déi deemools an der Sëtzung vum 29. November 2006 gestëmmt gi sinn net matgedroen haten, si mär natierlech och haut dogéint fir d'Adaptatiounen par rapport zu deene Präiser ze stëmmen.

CSV-STELLUNGNAHM ZUM PUNKT 21:

Supplément pour service studio

Den Här Willet proposéiert hei alt erëm eng Präiserhéijung, mä leider ouni Erklärung.

Hei sollen nei a méi héich Tariffer agefouert gi.

Mä wou bleift d'Rechnung hannert deem Raisonement?

Firwat kascht net all Zerwiss op d'Zëmmer d'selwecht vill?

Mär verstinn net firwat fir 1,2 oder 3 Zerwisser 3 verschidden Tariffer gefrot ginn.

Ass dat éieren net ëmmer dee selwechten Uarbechtsopwand?

Well mär déi Staffelung net novollzéie kënnen a mär virun allem de Mangel un Erklärungen an eisem Dossier bemängelen, kënnen mär dëse Punkt och net matstëmmen.

Remboursement des temps d'absence

Hei gëtt erëm dat Argument vum Méiopwand benotzt gëtt, dat gefält eis net!

Wat heescht dat dass de „nettoyage à fond, entretien, soins des plantes etc...” méi Uarbecht bedeit wann de Pensionär fort ass wéi wann en op der Plaz ass?

Ginn déi Zerwisser dann net gelescht wann de Pensionär am Haus ass?

Déi Logik kënnen mär wierklech net novollzéien!

Dann hu mär och een anert Raisonement wéi d'Ofwiesenheete sollen zeréckerstatt ginn:

Wann een en Appartement lount, kritt ee seng Sue jo och net erëm wann een an d'Ausland geet resp. an d'Spidol.

Sou wéi bei engem Appartement d'Chargen och fix sinn, sou bleiwen d'Personalkäschte och déi selwecht am CIPA, ob eng Persoun elo méi oder manner am Haus ass. Mär fannen dass et méi sënnavoll wär dass ee Pensionär ab dem 1. Dag Ofwiesenheet ee Betrag misst erëmkreien deen de Käschte Rechnung dréit déi reell an engem Dag ufalen.

Dorënner fale fir eis net nëmmen d'lessen, mä och eng Moyenne vum Verbrauch vum Stroum, Waasser etc.

Mär géifen dofir virschloen dass den Här Willet sollt eng Opstellung maachen wat alles als Dagesverbrauch ufällt an dass déi Leit dee Betrag fir all Dag deen se net am Haus sinn erëmkreien.



Commune de Sanem